

Jade

PROMOTION DES DROITS AUPRÈS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS 2020 | 2021

Face au droit, nous sommes tous égaux

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Jade

SOMMAIRE

Éditorial 04

Chiffres clés 06

1. LE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME 07

A. Un déploiement territorial maintenu malgré le contexte de la crise sanitaire 07

B. Le fonctionnement transversal du programme au sein du Défenseur des droits 09

C. Les JADE, un programme également porté par les partenaires du Défenseur des droits 11

D. Les Comités de Pilotage (COPIL) territoriaux : des temps de concertation entre les partenaires 14

2. LA DIVERSITÉ DU PROFIL DES JADE 15

A. Qui sont les JADE de la 15e promotion ? 15

B. Recrutement 16

C. Une mission qui offre des perspectives 17

D. Les visages de la 15e promotion des JADE 18

3. UNE MISSION RYTHMÉE PAR LES FORMATIONS, LA PRODUCTION D'OUTILS, ET LES INTERVENTIONS 21

A. Le temps de la cohésion, des apprentissages et des mises en situation : la formation initiale 21

B. La formation intermédiaire 24

C. Le bilan annuel de la mission JADE 26

D. Les interventions en établissements scolaires : le cœur de la mission JADE 26

E. Les interventions en structures spécialisées : des interventions co-construites pour répondre à des besoins spécifiques 28

F. Les interventions en structures de loisirs : sensibiliser les plus jeunes par le jeu 29

G. Les évènements locaux : faire connaître la mission auprès du grand public 30

H. La procédure des paroles inquiétantes 31

4. LES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MISSION JADE 32

A. Le maintien quantitatif et qualitatif malgré le contexte sanitaire 32

B. L'adaptabilité du programme et des équipes a permis la continuité de la mission 33

C. L'accroissement du nombre de paroles inquiétantes 34

D. Une demande croissante pour les JADE Egalité 34

E. Une diversification des publics chez les JADE Enfants 35

Annexes 37

ÉDITORIAL

Comme chaque année, le rapport annuel d'activités des Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices du Défenseur des droits (JADE) vient témoigner de la richesse d'un programme de service civique, dédié à l'éducation des jeunes et des enfants à leurs droits par leurs pairs, qui permet une meilleure compréhension du message, tout en renvoyant à une expérience générationnelle partagée.

Ce programme, dans lequel je me suis investie dès ma prise de fonction, s'inscrit dans une des priorités de mon mandat : celui de l'éducation et de l'accès aux droits de la jeunesse et des enfants.

Car c'est un fait : les atteintes aux droits n'épargnent ni les jeunes, ni les enfants, bien au contraire. Près de 70 % des enfants et des jeunes interrogés en 2019 dans le cadre de la consultation nationale organisée par le Défenseur des droits pour le trentième anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), n'avaient aucune connaissance de leurs droits. Or, il est établi que la connaissance d'au moins un droit de l'enfant double la possibilité d'entamer des démarches en cas d'atteinte… Connaître ses droits est indispensable pour les faire valoir.

Par leurs interventions en milieu scolaire, périscolaire ou auprès d'enfants hospitalisés, porteurs de handicap, d'enfants grandissant sous protection de l'aide sociale à l'enfance ou placés sous la protection judiciaire de la jeunesse, les 98 JADE de la 15e promotion ont contribué à rendre plus effectifs les droits de tous ces enfants.

C'est là un premier succès pour la 15e promotion, dont le profil est à l'image de celui des jeunes qui sont sensibilisés : diverse. Tous ont été sélectionnés sur leurs motivations et non sur la base de connaissances juridiques ou pédagogiques.

Ce rapport d'activités, le premier de mon mandat, fait par ailleurs le bilan d'une année qui s'est déroulée sous le sceau des confinements successifs et des différentes vagues épidémiques.

« L'aller-vers » y est apparu à la fois comme un défi à relever, mais également comme une nécessité, du fait notamment de la réduction des contacts sociaux. Malgré les fermetures d'établissements, de classes, les classes en effectifs réduits, les animations repensées pour intégrer les gestes barrières, les JADE ont su faire preuve de résilience et d'adaptabilité, afin notamment de repenser leurs modalités d'interventions : près de 50 000 enfants ont ainsi pu être sensibilisés cette année, soit près de 12 000 de plus que l'année dernière.

> « … JE TIENS À SALUER ICI L'ENGAGEMENT ET LA MOTIVATION SANS FAILLE DES JADE ET DE MES ÉQUIPES… »

Je tiens à saluer ici l'engagement et la motivation sans faille des JADE et de mes équipes, dont l'accompagnement quotidien, l'écoute et la qualité des formations prodiguées ont largement contribué au succès de la mission.

L'année 2020/2021 aura été marquée par le déploiement du dispositif en Guadeloupe, en Occitanie, dans les départements du Gard et de la Haute-Garonne, permettant par la même occasion l'extension du programme.

« JE RESTE PRÉOCCUPÉE PAR L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PAROLES INQUIÉTANTES QUI ONT ÉTÉ RECUEILLIES CETTE ANNÉE PAR LES JADE … »

Les contraintes sanitaires sont également venues éprouver nos partenariats avec les structures de parcours civique, l'Education nationale et les collectivités territoriales, dont l'engagement en faveur du programme n'a jamais vacillé.

Ce succès ne doit cependant pas nous distraire de tout ce qu'il nous reste encore à faire.

Je reste préoccupée par l'augmentation du nombre de paroles inquiétantes qui ont été recueillies cette année par les JADE, en particulier de la hausse par rapport aux années précédentes des allégations de violences familiales, d'abus sexuels, de violences auto-infligées ou de harcèlement à l'école et sur les réseaux sociaux. Cela s'inscrit sans doute dans les conséquences des confinements.

Il est possible également que cela soit la conséquence d'un climat plus favorable à la libération de la parole. Cela indique avant tout que, dans notre pays, un trop grand nombre d'enfants sont victimes d'atteintes à leurs droits et qu'ils disposent encore trop peu de ressources pour en avoir conscience ou trouver une écoute bienveillante.

S'il reste encore beaucoup à faire pour l'égalité et les droits de l'enfant, le programme JADE apporte sa pierre à l'édifice et doit être soutenu.

Je m'y engage pour les six ans de mon mandat.

CLAIRE HÉDON
Défenseure des droits



CHIFFRES CLÉS



98
JEUNES AMBASSADEURS DES DROITS

48 703
ENFANTS SENSIBILISÉS



31 104
COLLÉGIENS

10 299
LYCÉENS

2 520
ÉLÈVES EN ÉCOLES PRIMAIRES

1 012
EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES



284
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

182
COLLÈGES

72
LYCÉES

30
ÉCOLES PRIMAIRES

64
STRUCTURES SPÉCIALISÉES



94
HEURES DE FORMATION DISPENSÉES PAR JADE

96%
DES ÉTABLISSEMENTS SONT SATISFAITS DES INTERVENTIONS JADE

1. LE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME

A. UN DÉPLOIEMENT TERRITORIAL MAINTENU MALGRÉ LE CONTEXTE DE LA CRISE SANITAIRE

1. UN PROGRAMME QUI DEMEURE ATTRACTIF

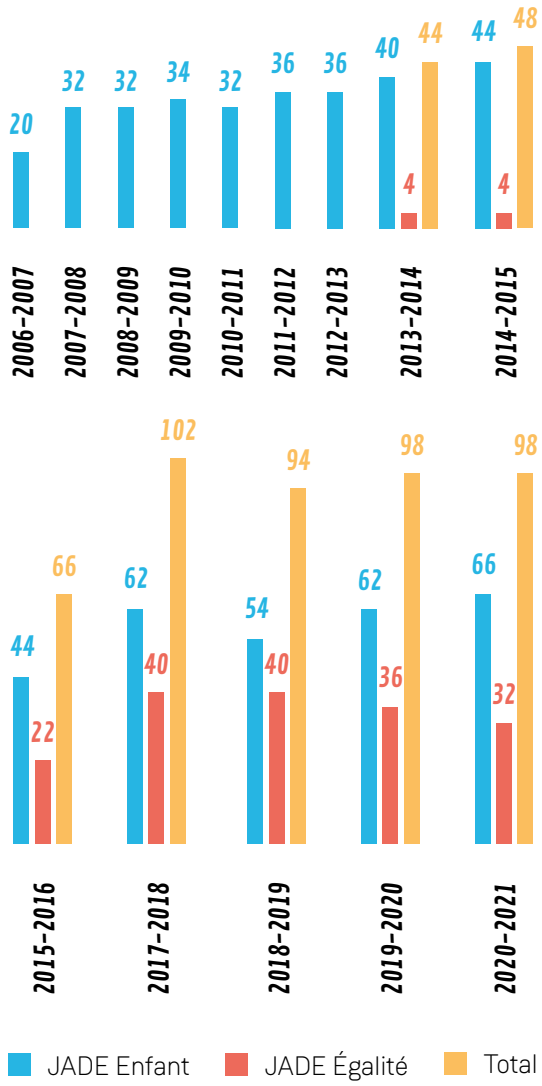
La crise sanitaire de la Covid-19, qui a un temps figé les interventions de la précédente promotion de JADE, n'a pas entamé la volonté des jeunes à s'engager de nouveau dans le programme.

Cette année encore, 98 jeunes volontaires (soit le même nombre de jeunes que pour la précédente promotion) se sont engagés aux côtés de la Défenseure des droits, en faveur du respect des droits de l'enfant et de l'apprentissage de l'égalité (78 en métropole et 20 dans les territoires ultramarins).

L'année 2020/2021 aura également été marquée par le déploiement du dispositif en Occitanie, dans les départements du Gard et de la Haute-Garonne, permettant par la même occasion l'extension du dispositif JADE Egalité.

22 départements et deux métropoles ont ainsi accueilli le programme.

ÉVOLUTION DE LA PROMOTION JADE



LA PRÉSENCE TERRITORIALE DES JADE EN 2020-2021



ÎLE-DE-FRANCE
24 JADE : 16 enfant, 8 égalité

LA RÉUNION (974)
12 JADE : 8 enfant, 4 égalité

MAYOTTE (976)
6 JADE : 4 enfant, 2 égalité



ISÈRE (38)
6 JADE enfant



MÉTROPOLE GRENOBLE (38)
4 JADE égalité

MÉTROPOLE LYON (69)
4 JADE enfant



RHÔNE (69)
4 JADE enfant



SEINE-MARITIME (76)
4 JADE enfant

LA MAYENNE (53)
4 JADE égalité



LOIRE-ATLANTIQUE (44)
4 JADE égalité



MAINE-ET-LOIRE (49)
4 JADE égalité

HAUTE-GARONNE (31)
4 JADE égalité



LOIRE (42)
4 JADE enfant



GARD (30)
4 JADE égalité

CÔTE-D'OR (21)
4 JADE enfant



BAS-RHIN (67)
4 JADE enfant



GUADELOUPE (971)
2 JADE enfant/égalité



2. UNE LOGIQUE QUI DEMEURE INCHANGÉE : LA PROMOTION DU DROIT ET DES DROITS PAR ET POUR LES JEUNES

Le programme (JADE) est un dispositif du Défenseur des droits en faveur de l'éducation des jeunes à leurs droits par leurs pairs. Il permet à des jeunes volontaires en service civique, âgés de 16 à 25 ans, de s'engager pour neuf mois, afin de promouvoir les droits de l'enfant et l'égalité auprès de jeunes au sein des établissements scolaires, de structures dites spécialisées ou d'accueils de loisirs. Cette logique introduit une proximité entre les JADE et leur public, qui favorise l'instauration d'un dialogue fluide, détendu, et nourri.

Les jeunes ambassadeurs et ambassadrices des droits auprès des enfants ont pour mission de faire connaître aux plus jeunes (6-14 ans) leurs droits en partageant les valeurs de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Cette année, 33 597 jeunes ont ainsi été sensibilisés aux droits de l'enfant par 66 volontaires.

Les jeunes ambassadeurs et ambassadrices des droits pour l'égalité interviennent auprès d'un public plus âgé d'élèves de 3ème, de lycéens et d'apprentis. Leurs interventions ont pour principal objectif de sensibiliser à l'égalité, en appréhendant notamment le principe d'égalité devant la loi, ainsi que les notions de stéréotypes, de préjugés, de discrimination, racisme, homophobie, sexisme… Cette année, 11 190 jeunes ont ainsi été sensibilisés aux droits à la non-discrimination par 32 volontaires.



B. LE FONCTIONNEMENT TRANSVERSAL DU PROGRAMME AU SEIN DU DÉFENSEUR DES DROITS

De nombreux services et acteurs du Défenseur des droits sont mobilisés en faveur du programme JADE.

1. LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME AU NIVEAU NATIONAL PAR L'ÉQUIPE JADE DU DÉFENSEUR DES DROITS

Trois agents sont chargés de la conduite du programme et de l'accompagnement des 98 JADE. Il s'agit non seulement d'une fonction de référent pour les acteurs du programme, internes et externes (associations partenaires, Education nationale, Protection Judiciaire de la Jeunesse, etc.), qui recouvre également le recrutement, la formation, l'encadrement quotidien des JADE (création et validation d'outils, préparation aux interventions, gestion des binômes, des imprévus, des relations avec les établissements, etc.) ainsi que le développement du dispositif et des partenariats. Avec les associations agréées, l'équipe de la coordination accorde une attention particulière au suivi individuel de chaque volontaire. Un chiffre témoigne de la réalité et de la qualité de ce suivi : malgré les diverses difficultés posées par la crise sanitaire et le risque possible de démobilisation de la promotion, seuls deux JADE ont arrêté leur mission en cours d'année, l'un d'entre eux ayant trouvé un emploi.



2. L'ACCOMPAGNEMENT DE « TERRAIN » PAR LES DÉLÉGUÉS TUTEURS

28 délégués du Défenseur des droits sont également tuteurs des JADE. Leur participation permet à l'équipe JADE d'assoir le dispositif sur l'échelon local des représentants de l'institution. Basé sur le principe du volontariat, en plus de leur mission de traitement des réclamations individuelles, cet engagement consiste à accompagner les JADE sur le terrain, à l'occasion de leur première intervention ainsi qu'aux évènements locaux. Les délégués sont également sollicités pour aider à l'organisation de certaines formations locales dans la mesure où ils bénéficient souvent d'un réseau privilégié sur leur territoire. Ils peuvent également traiter certaines des paroles inquiétantes remontées du terrain par les JADE. Plus largement, les délégués sont pour les JADE des personnes ressources qui contribuent à l'enrichissement de leur mission en leur proposant par exemple des rencontres professionnelles, ou en les invitant à assister à certaines de leurs permanences.

Dans les territoires ultramarins, en plus de l'investissement des délégués tuteurs, les JADE peuvent compter sur l'implication et la disponibilité des Chefs de Pôle Régional (CPR), M. Didier LEFEVRE pour Mayotte et la Réunion, et M^me^ Christelle CARDONNET, pour la Guadeloupe, notamment par l'organisation des formations, des évènements grands publics et de nombreux points d'équipes.

M^ME^ COLETTE GAYRAUD
DÉLÉGUÉE DU DÉFENSEUR DES DROITS HAUTE-GARONNE ET TUTRICE JADE

" Depuis plusieurs années, j'interrogeais le Siège sur le fait qu'il n'y ait pas de JADE dans le sud de la France. Je pense qu'il est très important que des « jeunes » puissent parler aux « jeunes ». J'ai accueilli avec enthousiasme l'arrivée des JADE en Occitanie et j'ai demandé la possibilité d'être deux délégués « tuteurs JADE », avec M. LAURENS. Le contact des JADE m'a permis d'aborder la discrimination d'une façon différente de la mienne. Le langage des JADE peut être différent de celui des adultes, surtout quand ils parlent à d'autres jeunes. Cette mission m'a permis de transmettre certains aspects de ma fonction d'accompagnement de mineurs en justice (victimes et auteurs) et m'a permis aussi d'avoir leur avis.

J'ai aussi essayé de leur transmettre le sens de l'écoute, de la disponibilité, de l'indépendance et de la neutralité que je m'efforce d'appliquer lors des permanences. Le tuteur doit être un soutien et peut être une caution pour la représentation du Défenseur des droits auprès des établissements scolaires. C'est un travail de conseil et d'avis sur la façon d'appréhender les interventions en milieu scolaire (surtout au début de leur engagement).

Le tuteur est un accompagnateur au service des JADE et reste à leur écoute. Il peut aussi les soutenir, leur fournir des éléments et des documents. "



C. LES JADE, UN PROGRAMME ÉGALEMENT PORTÉ PAR LES PARTENAIRES DU DÉFENSEUR DES DROITS

Le programme JADE bénéficie du soutien de nombreux partenaires : les collectivités territoriales, les associations agréées du service civique, Concordia, Unis-Cité et les CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes de l'Education Active) ainsi que l'Education Nationale.

Cette année, le contexte sanitaire a particulièrement mis en avant l'adaptabilité et la solidité des partenariats avec un objectif toujours unique : répondre au mieux aux besoins et aux problématiques rencontrées par les JADE.

1. L'ACCOMPAGNEMENT PAR LES ASSOCIATIONS DE SERVICE CIVIQUE

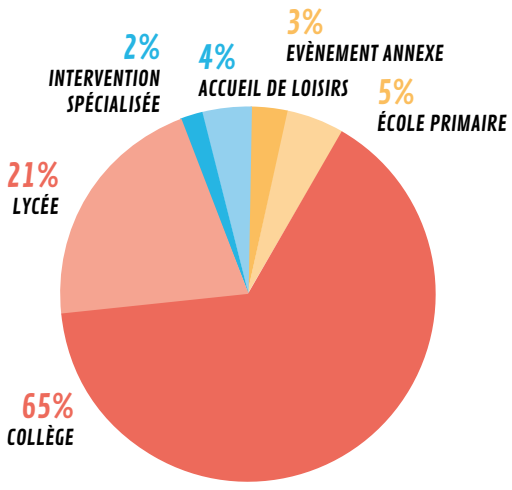
A l'échelle territoriale, les JADE sont accompagnés par les associations agréées par l'agence du service civique. Selon les territoires, il s'agit des associations Unis-Cité, Concordia et CEMEA. Elles assurent notamment la gestion administrative des JADE, l'organisation d'une semaine d'intégration en début de mission, de leurs formations civiques et citoyennes ainsi qu'un accompagnement individuel et collectif à leurs projets d'avenir.

Les JADE s'appuient ainsi au quotidien sur les associations de service civique, entretenant souvent une relation privilégiée avec leur coordinateur local. L'implication des tuteurs de services civiques auprès des JADE permet par conséquent d'assurer un suivi local des jeunes ambassadeurs et ambassadrices ainsi que, en cas de besoin, d'effectuer le lien avec l'équipe JADE du programme.

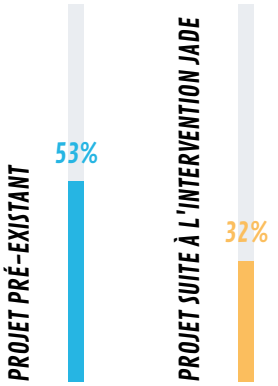
2. L'ENGAGEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN FAVEUR DU PROGRAMME

Le programme s'appuie sur l'engagement politique et financier de six Conseils départementaux, d'une Région et des Métropoles de Lyon et de Grenoble. Outre le financement de la mission sur leur territoire, les collectivités aident à l'identification des établissements à démarcher. Ils participent également à la formation locale des JADE notamment dans le cadre des interventions en structures spécialisées. Par exemple, un module de présentation du Conseil départemental et du service Protection de l'Enfance (recueil des informations préoccupantes, prise en charge des mineurs non accompagnés) a été réalisé dans plusieurs territoires. S'agissant de la Collectivité européenne d'Alsace, on retiendra que les volontaires sont directement accompagnés par des représentants du Conseil départemental, la coordination locale ne passant pas par une association de service civique sur ce territoire. Les représentants des collectivités territoriales sont par ailleurs présents aux trois comités de pilotages annuels afin de coordonner leurs actions avec l'activité des JADE et les démarches des différents partenaires.

TYPE D'INTERVENTIONS



INTÉGRATION DES INTERVENTIONS JADE DANS DES PROJETS



3. L'IMPLICATION DES SERVICES DE L'EDUCATION NATIONALE

La mission JADE est soutenue par l'Education nationale ; les établissements scolaires, collèges ou lycées, demeurant les lieux privilégiés des interventions des JADE. Ce partenariat facilite le démarchage des établissements par les volontaires. L'Education nationale participe également à la formation locale des JADE, par des modules de présentation des classes sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), ou au travers de la présentation de la procédure académique de lutte contre le harcèlement scolaire.

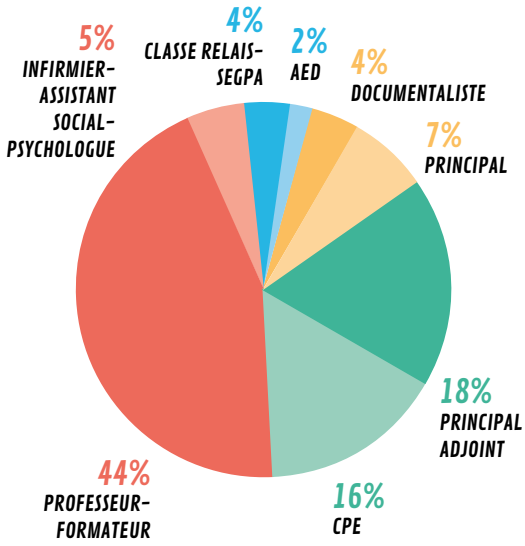
On soulignera le rôle central de l'Education nationale dans le déploiement du programme en Guadeloupe, où, pour la première fois cette année, les JADE sont directement accompagnés par le Rectorat, la coordination ne passant pas par une association agréée sur ce territoire.

De plus, le service social scolaire de l'Education nationale est un interlocuteur privilégié du pôle défense des droits de l'enfant dans le cadre de la procédure des paroles inquiétantes du programme JADE.

Les diagrammes montrent que la mission JADE répond à un besoin des établissements scolaires et des équipes pédagogiques ; près d'un établissement sur deux intègre les

interventions JADE dans un projet préexistant et un tiers d'entre eux souhaite développer un projet lié à la thématique des droits de l'enfant ou des discriminations à la suite de la venue des JADE.

CONTACT DES JADE LORS DU DÉMARCHAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES



M. MICHAEL NADAL
ENSEIGNANT AU LYCÉE JULES RAIMU À NÎMES

" L'appel au programme JADE a été réalisé suite à un mail reçu fin août proposant l'intervention sur l'égalité aux établissements scolaires. L'objectif était de proposer une intervention en relation avec le parcours citoyen que chaque élève doit construire au fil de sa scolarité. Nous avons à cœur de développer des projets autour du socle de valeurs communes tel que l'égalité ou l'absence de toute forme de discrimination. Et c'est bien dans cet axe-là que ce programme était tourné. En premier lieu l'intervention amène à comprendre la construction d'une discrimination, permet à l'élève de savoir s'il est face à une situation de discrimination. Ensuite, elle donne les outils pour agir lorsque l'on est face à celle-ci. "



Mme AURÉLIE CARLES
ENSEIGNANTE AU COLLÈGE CHAMPOLLION

" Les interventions des JADE sont d'une grande qualité, elles permettent de sensibiliser les élèves aux droits des enfants et leur apportent un contenu solide, conforme aux attendus des programmes. Les JADE se positionnent en tant que jeunes adultes, proches des élèves et savent installer un climat de confiance et d'écoute ; les élèves se sentent à l'aise pour exprimer leur opinion, des émotions et partager des expériences plus personnelles. Ces séances permettent de travailler le respect et l'écoute de l'autre.

Par ailleurs, en tant qu'intervenants extérieurs, et représentants du Défenseur des droits, les JADE sont accueillis avec enthousiasme et leur venue fédère les classes, c'est un moment fort dans l'établissement.

Les interrogations des élèves sont prises en considération avec beaucoup de sérieux et de bienveillance, les réponses apportées sont claires et des notions parfois complexes sont explicitées dans un langage accessible et adapté.

En présence de jeunes en mission de service civique, les élèves comprennent davantage les ressorts et la réalité de l'engagement ; ce qui permet ensuite d'approfondir différentes formes d'engagement ; les élèves sont aussi invités à proposer des actions concrètes et réalisables dans leur environnement quotidien (travaux pratiques, projets de classe, réflexion au sein du CESC). "



D. LES COMITÉS DE PILOTAGE (COPIL) TERRITORIAUX : DES TEMPS DE CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES

Trois fois par an, les comités de pilotage territoriaux constituent les temps forts du pilotage du programme JADE. Ils réunissent l'ensemble des partenaires d'un territoire, équipes du Défenseur des droits, financeurs, associations agréées service civique, Education Nationale, autres partenaires. Organisé au mois de septembre, le 1er COPIL a pour objectif de préparer la mission JADE pour l'année à venir. Il s'agit non seulement d'identifier les axes prioritaires de démarchage sur le territoire, mais également de s'assurer que toutes les conditions matérielles, nécessaires au bon déroulement de la mission, sont réunies. Les jeunes ambassadeurs animent généralement les présentations durant les 2e et 3e COPIL. Le 2e COPIL est l'occasion pour les JADE d'échanger avec les partenaires et de revenir sur leur expérience à mi-parcours de leur mission. Le 3e COPIL est l'occasion pour les JADE de présenter leur bilan et, pour l'équipe JADE du Défenseur des droits et les partenaires, d'envisager les perspectives du dispositif. Ces échanges permettent ainsi d'adapter le programme aux attentes spécifiques de chacun des territoires.



2. LA DIVERSITÉ DU PROFIL DES JADE

A. QUI SONT LES JADE DE LA 15E PROMOTION ?

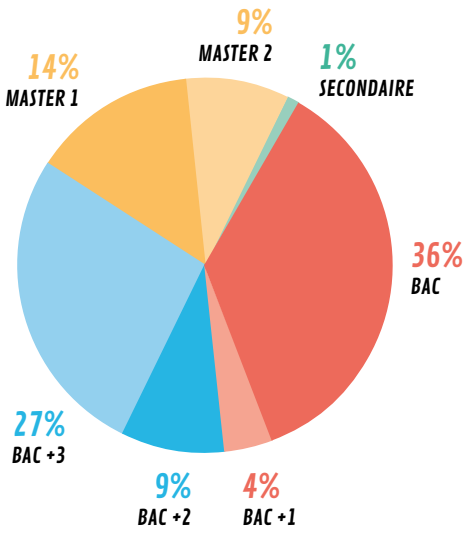
Les 98 JADE de la promotion ont candidaté auprès des associations partenaires du programme, entre les mois de juin et de septembre 2020. Comme chaque année, l'équipe JADE du Défenseur des droits a veillé, lors de la phase de recrutement, à ce que la promotion soit diversifiée, dans le respect de la loi encadrant le service civique et conformément à l'esprit de la mission.

Les âges, les niveaux d'études et les expériences sont volontairement pluriels, avec une sélection qui s'opère sur les motivations, et non sur la base de connaissances en droit, en pédagogie ou encore sur les diplômes.

Comme les années précédentes, plus d'un tiers de la promotion (36%) sort du baccalauréat. Toutefois, cette année, les volontaires ayant obtenu une licence représentent 27% de la promotion, soit 10 points supplémentaires par rapport à l'année précédente et 5 de plus qu'en 2018-2019. La césure entre la licence et le master semble, cette année, avoir été perçue comme un moment propice pour choisir de s'investir en service civique.

La situation sanitaire et ses conséquences sur les conditions d'apprentissages ont pu jouer un rôle dans ces choix. De même, les étudiants en master représentent 23% de la promotion quand ils étaient 14% l'année dernière.

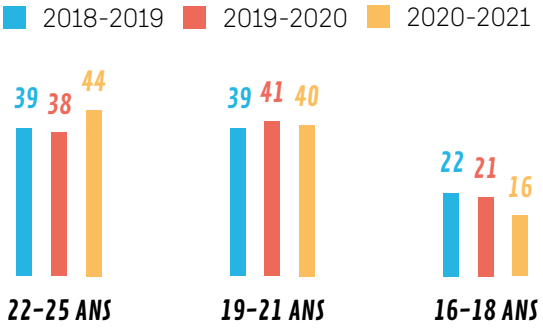
NIVEAU DE DIPLÔME



GUILLAUME, 22 ANS
JADE D'ÎLE-DE-FRANCE (92)

" Cette année c'était vraiment l'occasion pour moi avant de finir mes études. J'avais pensé partir en Amérique latine pour m'investir dans un projet solidaire mais le contexte sanitaire a vite stoppé mes intentions. Donc je me suis tourné vers le service civique qui reflétait ma volonté de participer à une cause et de me sentir utile. "

ÂGE DE LA PROMOTION



La popularité grandissante du programme JADE motive de plus en plus de jeunes à s'investir dans cette mission. On trouve également une part grandissante de jeunes ayant eux-mêmes bénéficié d'une intervention JADE par le passé.

De fait, la 15e promotion est la plus diplômée mais également la plus âgée des trois dernières, avec un peu moins de la moitié des JADE qui a plus de 22 ans, tandis que la part des 16-18 ans enregistre une baisse de 5 points par rapport à l'année dernière. L'institution continuera, lors des futurs recrutements, à faire en sorte que le dispositif bénéficie pleinement à des jeunes de tous niveaux scolaires.

ARTHUR, 20 ANS
JADE DE HAUTE-GARONNE (31)

" Le programme JADE m'a tout de suite motivé. C'était une occasion de vraiment découvrir un milieu que je ne connais pas : le droit. Si j'avais un peu un apriori sur cette discipline, elle m'intéressait beaucoup et je voulais m'ouvrir à autre chose. Et puis je ne connaissais pas non plus le Défenseur des droits mais sa mission m'a tout de suite paru noble. Surtout, la lutte contre les discriminations c'est quelque chose dont on parle beaucoup sans qu'elles s'arrêtent pour autant. Ça montre qu'il reste encore du chemin à parcourir et que cette lutte est difficile. Moi, je voudrais apporter ma pierre à l'édifice. "

B. RECRUTEMENT

Comme rappelé ci-dessus, la motivation des candidats constitue le principal élément évalué lors du recrutement annuel, élément conjugué par l'équipe JADE à la diversité des profils : si le bagage en animation ou en droit se retrouve dans le profil de nombreux JADE, il ne s'agit aucunement d'une condition sine qua none qui serait discriminante. La promotion est composée d'un tiers d'étudiants en droit (ayant obtenu une L1 au minimum), soit 12% de plus que l'année dernière. A l'inverse, seulement 14% de la promotion a une expérience dans l'animation : ils étaient 40% l'année dernière.

Les motivations qui poussent les jeunes volontaires à s'engager sont plurielles. Pour la majorité d'entre eux, toutefois, on relève de manière prégnante la volonté d'agir pour l'intérêt général. De nombreux JADE évoquent également la volonté d'aller vers les jeunes, certains nourrissant un projet professionnel auprès d'enfants. Le service civique est alors l'occasion d'obtenir une première expérience, avant de poursuivre leurs études dans le champ du secteur social. De même, la volonté d'obtenir de plus amples connaissances dans le domaine du droit et de la lutte contre les discriminations constitue aussi une motivation très présente au sein de la promotion.

De nombreux JADE envisagent leur mission comme une opportunité pour développer leurs compétences de savoir-être. La mission JADE étant avant tout une mission de terrain ; autonomie, travail en équipe et expression orale sont autant de forces développées au quotidien par les JADE et que, rétrospectivement, les volontaires envisagent comme un atout, humainement et professionnellement parlant.

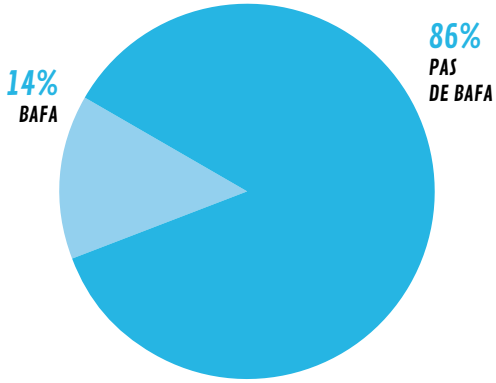


C. UNE MISSION QUI OFFRE DES PERSPECTIVES

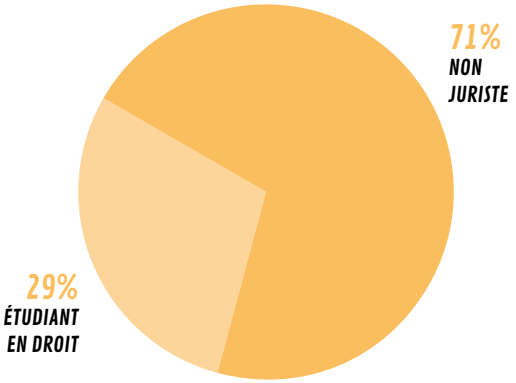
La mission JADE s'inscrit pour une majorité de jeunes dans une réflexion globale sur leur parcours personnel et professionnel.

Bien que la mission ne prenne place que durant neuf mois, son intensité et les sujets qu'elle traite induisent rapidement des conséquences profondes sur les JADE de chaque promotion. Les volontaires s'estiment ressortir grandis de cette expérience, à la fois humainement et professionnellement. Ils sont par ailleurs nombreux à garder en mémoire des expériences marquantes, des moments ou des rencontres les ayant particulièrement touchés. Pour ce qui est de l'après service civique, de nombreux JADE envisagent de reprendre leurs études ou d'en entamer de nouvelles en se réorientant. Toutefois, les projets d'avenir des JADE démontrent une prédominance de secteurs proches de ceux de la mission : droit, éducation spécialisée, action sociale, illustrant une fois encore l'insertion de la mission JADE dans le parcours personnel et professionnel des jeunes volontaires.

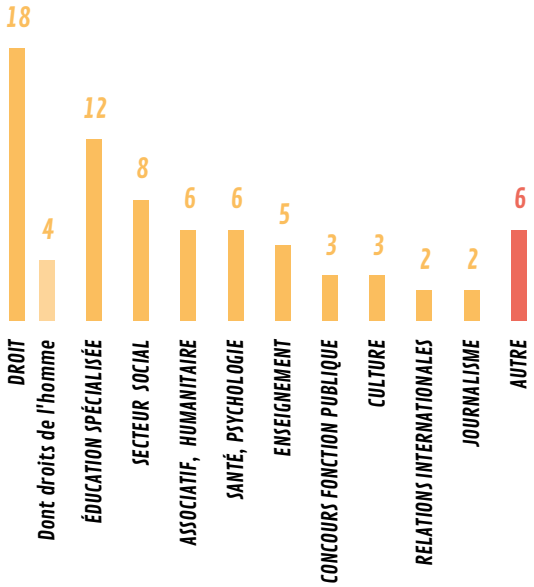
PART DES JADE AYANT FAIT DE L'ANIMATION



PART DES JADE AYANT FAIT DU DROIT



PROJETS D'AVENIR DES JADE



D. LES VISAGES DE LA 15E PROMOTION DES JADE

ÉQUIPE DE CÔTE-D'OR

ALEXIS Theemotey, CASAMAYOU dit BOUCAU Mathilde, CHAIBOU SAIDOU Samira, SABRE Anaïs.



ÉQUIPE D'ISÈRE

BOURBONNAIS Agathe, RIOCHE Mathilde, RODRIGUEZ Gabriel, SAVIGNY Camille, SEGUI Emma.



ÉQUIPE DE LA LOIRE

HERBRECHT Yohan, LINOIS Eva, NAIDJI Myriam.



ÉQUIPE DE HAUTE-GARONNE

CHEIKH Yann, GASSIES Roxane, LAMAZERE Lola, ROULAND Arthur.



ÉQUIPE DE LOIRE-ATLANTIQUE

EMILE BESSE Lucas, EYMONOT Charlyne, GARDA Amandine, ROSEAU Paul.



ÉQUIPE DU BAS-RHIN

BURGARD Victor, EL HAJJI Pauline, KEMPF Marie, LAHELY Sarah.



ÉQUIPE D'ÎLE-DE-FRANCE "ENFANT"

Titouan BERTHAUX, Emy POUGET, Nina YABLONSKY, Tanya CASSAM , Colombe MIRIEU DE LABARRE, Tristan ROULLIER, Marjane DOUIBI , Astrid POUSSIER, Zoé BAUDONNE, Estelle BROSSIER, Guillaume MICHELON, Typhaine MORAND, Nolwenn MAZE, Clara LUC, Anaïs VEGA, Valentin GUERIN.



ÉQUIPE D'ÎLE-DE-FRANCE "ÉGALITÉ"

Marie PELÉ, Leïla LOPES, Dimitri MARSAC, Nabilata MOHAMED, Mathilde GASNIER, Coraline BENOIT, Jade KONE, Alexandre COQUARD.



ÉQUIPE DE SEINE-MARITIME

DONATO Eloïc, GIROLET Juliette, PICAUD Marjolaine, RIFFEY Emma.



ÉQUIPE DE LA MÉTROPOLE DE GRENOBLE

COHEN Théo, GODEAU Soline, MAANMAR Amine, SAFAR Gaïa.



ÉQUIPE DE LA MÉTROPOLE DE LYON ET DU RHÔNE

BURNY-MONCHANIN Cynthia, EL GERZAWY Hana, LESAINT Sidonie, MAGRANS Louna, ANTIGNAC Margot, JEZEQUEL Anne, ROUSTAIN Emma, TABARY Emma.



ÉQUIPE DE MAINE-ET-LOIRE

MARTEL Cloé, BORCHER Guillaume, POILANE Florentin et PINEAU Kimberlye.



ÉQUIPE DE MAYOTTE

KAMARDINE Abal kassim, ASSANE Mélina, Nazyadi ANGATAHI, AHAMED Aissa, DAOUD Yasmine, MALIDI Gaël.



ÉQUIPE DE MAYENNE

BESNIER Chloé, BÉTAUX Aziliz, GÉRAULT Chloé, PLANCHAIS Killian.



ÉQUIPE DU GARD

SOUQ Emma, CANO Océane, MOULAZIM Anissa.



ÉQUIPE DE LA GUADELOUPE

LESUEUR Dyla, COUVIN Cyril.



ÉQUIPE DE LA RÉUNION

ALI SAID Rahim, BELGRADE Alicia, GUENARD-TRIBECHE Aurélien, LACOUTURE Clara, LHOMOND Maëva, MANDON Lucas, SALOMON Manuela, SEVERIN Lydia, SINGUIN Pamela, THIBURCE Floranne, TI-A-HING Jade.



3. UNE MISSION RYTHMÉE PAR LES FORMATIONS, LA PRODUCTION D'OUTILS ET LES INTERVENTIONS

Durant les neuf mois de leur mission, les JADE alternent des temps conséquents de formation mis en place deux fois dans l'année par le Défenseur des droits auxquels s'ajoutent des formations assurées par les partenaires locaux, ainsi que de nombreuses interventions marquées par la diversité des structures accueillantes.

A. LE TEMPS DE LA COHÉSION, DES APPRENTISSAGES ET DES MISES EN SITUATION : LA FORMATION INITIALE

Habituellement dispensées de manière simultanée, sur une durée continue de trois semaines et dans un format présentiel, les formations initiales dispensées aux JADE ont cette année dû être dissociées (JADE Enfant/ JADE Egalité), conformément au souhait de la Défenseure des droits, afin de respecter les protocoles sanitaires liés à la Covid-19.

Malgré ce contexte contraint, l'institution a réussi à insuffler un esprit de cohésion entre les JADE de la 15e promotion.

Comme chaque année, un parcours pédagogique précis a été arrêté afin que la formation initiale permette de :

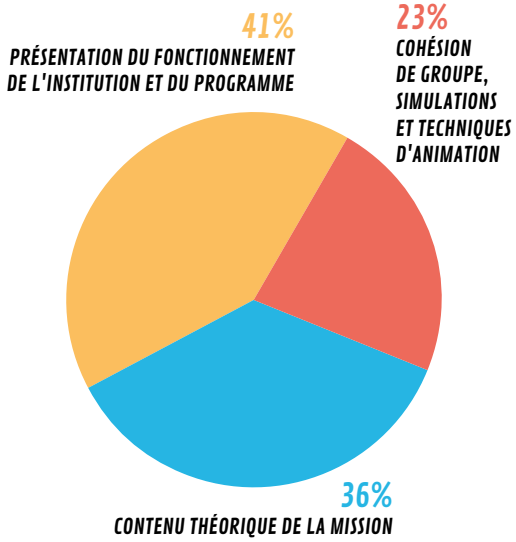
- Découvrir le fonctionnement du Défenseur des droits (rencontre avec Mme Claire HEDON et des agents des différents services du Défenseur des droits, etc.) ;
- Organiser leur mission (démarchage, recueil des confidences de l'enfant, organisation des agendas, etc.) ;
- Acquérir les connaissances théoriques nécessaires à leur mission (droit de l'enfant, droit de la non-discrimination) ;
- Rencontrer des professionnels de l'enfance (psychologue, association net écoute, éducateurs, juge des enfants, 119, etc.) ;
- Participer à des temps de cohésion de groupe (grand jeu, jeux de connaissances, etc.) ;
- Se préparer à intervenir auprès de l'enfant (techniques d'animation, simulation d'intervention, posture de l'animateur, etc.).

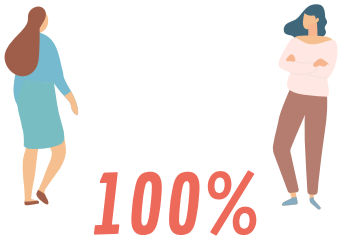
1. LA FORMATION JADE EGALITÉ

La formation JADE Egalité s'est tenue à Paris, en présentiel, du 19 au 27 octobre. Au total, 55 heures de formation ont été dispensées.

Les JADE qui ont éprouvé plus de difficultés ont fait l'objet d'un suivi renforcé de l'équipe JADE, afin que le format de la formation adopté cette année n'altère en rien leur confiance et la qualité de leurs interventions.

CONTENU DE LA FORMATION





100%

DES JADE ÉGALITÉ S'ESTIMENT SATISFAITS DE LA FORMATION, DONT

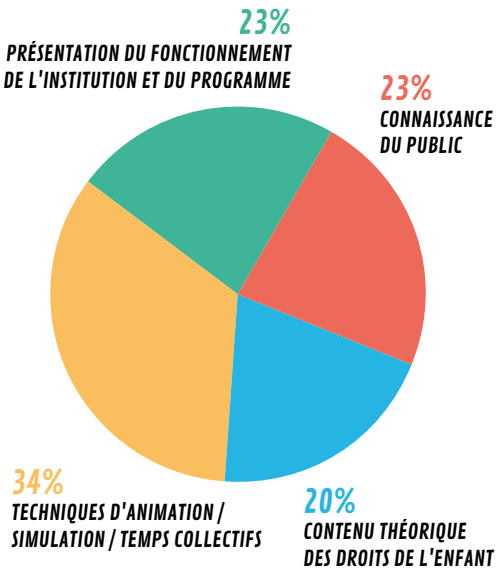
92%

QUI SONT « TRÈS SATISFAITS »

2. LA FORMATION JADE ENFANT

Organisée en visioconférence du 28 octobre au 10 novembre, la formation a réuni 46 JADE, autour de 12 modules de formations, repensés avec les formateurs afin de tenir compte du format distantiel (adaptation de la durée, ateliers en petits groupes, jeux de cohésion, formation par territoire). Néanmoins, les deux premiers jours de formation ont pu se tenir en présentiel. A cette occasion, les JADE Enfant ont pu rencontrer la Défenseure des droits pour un temps d'échange informel, très apprécié des volontaires.

CONTENU DE LA FORMATION





100%

DES JADE ESTIMENT AVOIR TOUT À FAIT COMPRIS LEUR RÔLE ET LEUR MISSION POUR LES 8 PROCHAINS MOIS

92%

DES JADE ONT « TOTALEMENT » L'IMPRESSION DE FAIRE PARTIE D'UNE PROMOTION





PAULINE
JADE ENFANT DANS LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

"J'ai appris vraiment plein de choses tout au long de cette formation. Merci mille fois pour la pédagogie dont tous les intervenants ont fait preuve, ce n'était pas évident pour nous mais j'imagine que ce n'était pas évident pour vous non plus. Je garderai un très bon souvenir de l'accueil qui nous a été réservé tout au long de cette formation. Je ne me suis pas ennuyée une seconde et j'ai toujours trouvé qu'il y avait un bon équilibre entre la pratique et la théorie. Je suis ravie que cette formation et ce début de service civique remplissent et dépassent mes attentes. J'espère pouvoir vous revoir en janvier."

3. LA FORMATION DANS LES TERRITOIRES ULTRAMARINS

La formation des JADE ultramarins répond aux mêmes objectifs et exigences que la formation des JADE de Métropole. Elle se distingue néanmoins par l'absence de différenciation entre JADE Enfant et JADE Egalité. Ainsi, les JADE ultramarins sont formés aux interventions sur les deux thématiques.

Durant la formation, les JADE des territoires d'Outre-mer ont pu rencontrer la Défenseure des droits Mme Claire HEDON et ses adjoints en visioconférence.



JADE DE MAYOTTE

La formation des 6 JADE de Mayotte s'est déroulée du 10 au 18 novembre 2020, en internat, à Kani Keli. Chaque jour, les JADE se sont entraînés en présentant une animation devant leurs pairs. Dès le 19 et 20 novembre, les JADE sont intervenus par binôme auprès d'une classe de CM1 et une classe de CM2.

JADE DE LA RÉUNION

La formation des JADE de La Réunion a été assurée par M. Didier LEFEVRE, chef de pôle régional Mayotte - Réunion, M. Michel CHANE SAN, délégué du Défenseur des droits et tuteur JADE, et Mme Véronique CHANE FO, tutrice JADE CEMEA. Formés du 26 octobre au 16 novembre, les 12 JADE de la Réunion ont bénéficié d'un accompagnement dense, avec l'appui de l'équipe JADE et du pôle



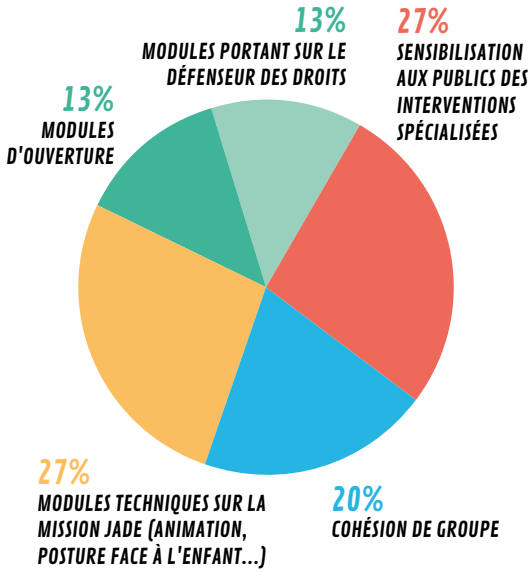
défense des droits des enfants, qui ont été appelés à participer à des échanges par visio-conférence. La dernière semaine de leur formation, les JADE se sont retrouvés en internat au centre Jacques Tessier à la Salins-Les-Bains, ce qui a permis de renforcer la cohésion de leur promotion.

JADE DE GUADELOUPE

L'année aura été marquée par le développement du programme JADE en Guadeloupe, grâce à Mme Christelle CARDONNET, cheffe de pôle régionale Antilles-Guyane et au déploiement d'une nouvelle relation partenariale entre le Défenseur des droits et le Rectorat . La formation initiale des JADE, du 05 au 11 janvier 2021, a été ouverte par une intervention de Mme PAU-LANGEVIN, adjointe à la lutte contre les discriminations, de M. DELEMAR Défenseur des Enfants, ainsi que par la rectrice de l'Académie de Guadeloupe. On retiendra le succès de cette première formation des JADE en Guadeloupe avec la mobilisation des services académiques (juridique, conseiller technique social, citoyenneté, discrimination...) et de nombreux partenaires institutionnels (parquet, juge des enfants, Protection Judiciaire de la Jeunesse, délégué régional droit et égalité, Aide Sociale à l'Enfance...).

B. LA FORMATION INTERMÉDIAIRE

CONTENU DE LA FORMATION INTERMÉDIAIRE



La formation intermédiaire des volontaires s'est tenue du 18 au 22 janvier, en visioconférence, entièrement à distance, permettant ainsi à l'ensemble des 98 JADE d'y participer et d'échanger ensemble sur leurs premiers mois d'intervention.

A la différence de la formation initiale, les JADE disposent à ce stade d'une expérience de terrain. Il s'agit, dès lors, de renforcer leurs connaissances, de leur apporter des éléments de réponse quant aux difficultés rencontrées sur le terrain et de les préparer à un nouveau type d'intervention hors cadre scolaire : les interventions spécialisées.

Pendant une semaine, les JADE ont été formés et sensibilisés aux problématiques rencontrées par les Mineurs Non Accompagnés, les enfants hospitalisés ou en situation de handicap et les jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance et suivi par la Protection Judiciaire de la jeunesse. Ils sont également formés, par l'équipe JADE du Défenseur des droits, aux modalités spécifiques d'interventions devant ces différents publics.

Cette semaine a également été l'occasion pour les JADE de rencontrer pour la première fois les adjoints de la Défenseure des droits, M. Éric DELEMAR défenseur des enfants, Mme George PAU-LANGEVIN, adjointe à la lutte contre les discriminations et Mme Pauline CABY, adjointe en charge de la déontologie dans le domaine de la sécurité.

Lors de cette rencontre, les JADE ont pu partager le quotidien de leur mission et leurs interrogations avec les adjoints et la Défenseure des droits également présente. Ce temps convivial, très apprécié par les JADE, a permis de réaffirmer l'attachement de l'institution à leur mission et à leurs préoccupations.

La formation intermédiaire a enfin permis aux JADE de mieux connaître l'institution du Défenseur des droits, notamment via un atelier intitulé « à la découverte du Défenseur des droits ». Ce module de formation est un temps de discussion entre les JADE et des agents de l'institution et de la CNIL. Ces rencontres se font en groupes restreints, où les JADE sont répartis selon leurs préférences et projets d'avenir. Ce module a été l'un des modules les plus appréciés par les JADE et a par ailleurs contribué à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'institution.

CHARLYNE
JADE DE LOIRE-ATLANTIQUE (44)

" Cette rencontre était intéressante, nous avons pu poser des questions directement à Mme Claire HEDON et cela nous a permis aussi de nous rendre compte que nous comptons vraiment dans l'institution du Défenseur des droits, ce qui est valorisant. "

ANNE
JADE DU RHÔNE (69)

" Ce module a été très utile pour la construction de mon projet professionnel. Les retours d'expériences, de parcours, aident toujours à construire sa trajectoire professionnelle. L'échange avec des professionnels du Défenseur des droits permet également de rendre plus concrète son action. L'outils visioconférence n'a pas entravé l'échange. "

SLAM
RÉALISÉ PAR DES JADE À L'OCCASION D'UNE ACTIVITÉ DE COHÉSION DURANT LA FORMATION CONTINUE

" On a signé pour une mission, aller dans les écoles et les lycées ;
Parler de discrimination ;
Si aujourd'hui on fait ça, c'est pour représenter le Défenseur des Droits ;
Quand les enfants posent des questions, on y répond avec sagesse mais sans prétention ;
Si aujourd'hui on fait ça, c'est grâce à notre super formation ;
La formation par 3 compères ;
De la plus belle des manières ;
Nous permet de transmettre ;
En véritable petit-maître ;
Des valeurs immuables ;
En plus d'être admirable ;
On voulait vous remercier de nous avoir grandement aidé, mais l'année n'est pas terminée ;
On ne va pas vous lâcher ;
On a hâte de vous revoir à Paris ;
Si le covid est parti. "





63%

DES JADE SE SENTENT MIEUX OUTILLÉS POUR LEURS INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES

72%

DES JADE ONT TROUVÉ LES MODULES PERTINENTS ET AGRÉABLES À SUIVRE MALGRÉ LE FORMAT NUMÉRIQUE

88%

DES JADE CONSIDÈRENT LE MODULE LE PLUS APPRÉCIÉ "COMMENT RECUEILLIR LES CONFIDENCES DE L'ENFANT" COMME LE PLUS UTILE POUR LEUR QUOTIDIEN

C. LE BILAN ANNUEL DE LA MISSION JADE

Comme chaque année, la fin de la mission des Jeunes Ambassadeurs est l'occasion pour eux de se retrouver à Paris afin de faire le bilan de ces neufs mois d'engagement. Si, l'année dernière, le bilan avait dû avoir lieu en visioconférence en raison du confinement national, cette année l'ensemble des acteurs du programme espère la tenue d'un évènement en présentiel.

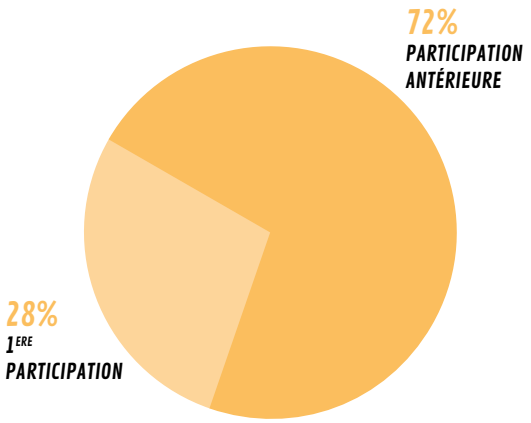
D. LES INTERVENTIONS EN ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES : LE CŒUR DE LA MISSION JADE

A la suite de leur formation initiale, les JADE peuvent commencer leurs interventions après avoir démarché les établissements scolaires. Les jeunes ambassadeurs doivent contacter les directeurs et directrices des établissements afin de leur proposer des interventions, et de fixer les modalités de ces dernières (conditions d'accueil à respecter par l'établissement, intervention en binôme,...).Les JADE sont appelés à intervenir deux fois une heure auprès d'une classe, afin de sensibiliser les élèves puis, dans un second temps, d'approfondir une thématique de manière ludique.

Cette année, malgré le contexte sanitaire, les JADE ont pu débuter leurs interventions sans annulations.

Cependant, suite à la fermeture des établissements scolaires au mois d'avril 2021, certaines interventions ont dû être reprogrammées ou proposées en visioconférence. Les supports d'intervention ont été repensés afin de renforcer l'interactivité des séances.

TYPE D'ÉTABLISSEMENT



Les interventions des JADE restent très appréciées des élèves et des établissements qui les accueillent. Près de 93% des chefs d'établissements s'estiment satisfaits des interventions JADE et 97% souhaitent renouveler l'intervention des JADE pour la prochaine année scolaire.

Tous les chefs d'établissements sondés ont jugé que la présentation du Défenseur des droits et de ses prérogatives était claire, compréhensible et accessible aux élèves. Partant, l'intervention des JADE constitue un levier efficace de promotion du Défenseur des droits : seuls 77% des chefs d'établissements et professeurs connaissaient l'institution du Défenseur des droits en amont de l'intervention des JADE.

Après une année de forte baisse liée à la Covid-19 (2019/2020), le programme JADE retrouve son niveau d'avant l'épidémie et a même augmenté le nombre d'interventions en établissements scolaires par rapport à l'année 2018/2019, sensibilisant près de 4 000 élèves supplémentaires. Par ailleurs, les interventions JADE sont toujours très appréciées des enfants.



90%

DES ENFANTS SENSIBILISÉS PAR LES JADE ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS



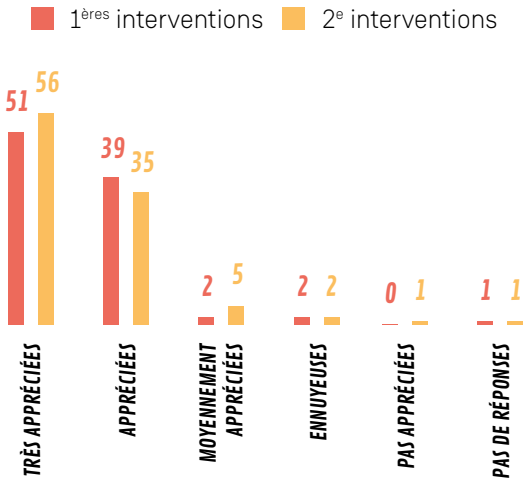
283
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES VISITÉS

1 615
CLASSES VISITÉES

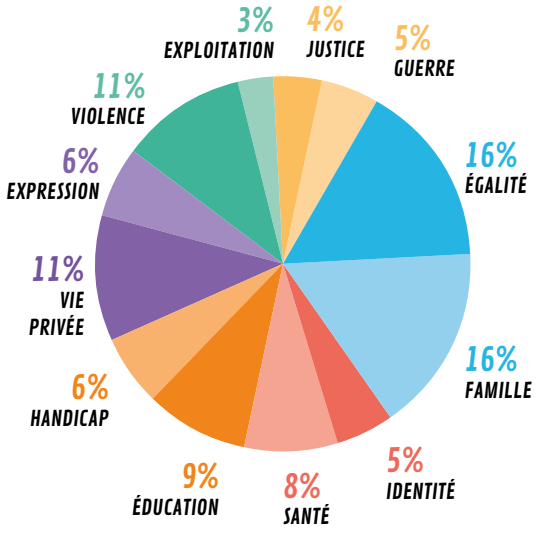


43 734
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS EN ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

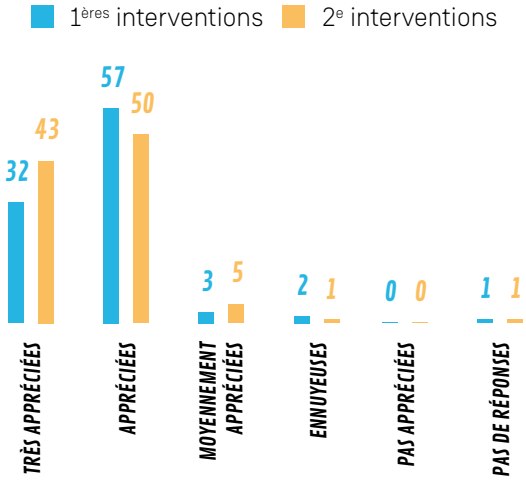
SATISFACTION DES ENFANTS À LA SUITE DES 1ERES ET 2E INTERVENTIONS – JADE ENFANT (%)



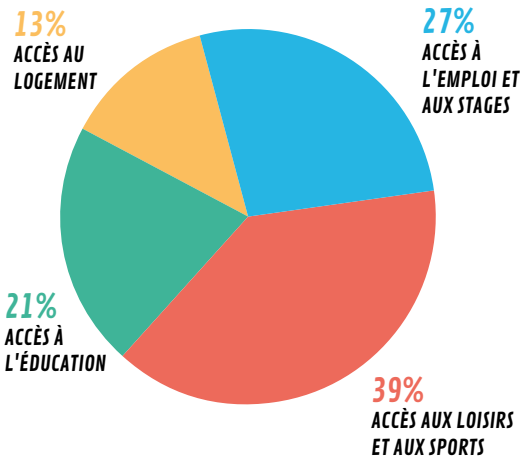
THÉMATIQUES CHOISIES DANS LE CADRE DES 2E INTERVENTIONS JADE ENFANT



SATISFACTION DES ENFANTS À LA SUITE DES 1ERES ET 2E INTERVENTIONS – JADE ÉGALITÉ (%)



THÉMATIQUES CHOISIES DANS LE CADRE DES 2E INTERVENTIONS JADE ÉGALITÉ





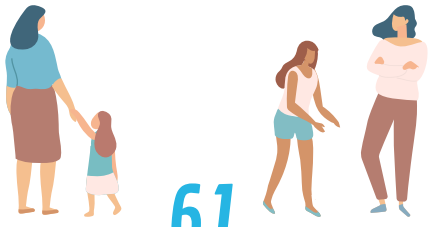
E. LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES, CO-CONSTRUITES POUR RÉPONDRE À DES BESOINS SPÉCIFIQUES

A partir du mois de février, les interventions en structures spécialisées s'ajoutent aux interventions en établissements scolaires. Les jeunes ambassadeurs et ambassadrices sillonnent leurs départements, allant à la rencontre d'un public spécifique moins accessible et parfois impossible à sensibiliser en milieu scolaire. Il s'agit pour les JADE d'adapter leur contenu aux besoins spécifiques de ces publics : jeunes hospitalisés, jeunes en situation de handicap, grandissant sous protection de l'aide sociale à l'enfance ou placés sous la protection judiciaire de la jeunesse ou encore mineurs non-accompagnés. Grâce à ces interventions, les JADE contribuent à la promotion des droits pour ces publics fragilisés.

La répartition des interventions en structures spécialisées varie selon les départements. L'identification des structures et leur démarchage sont accompagnés par les partenaires locaux du programme, membres de Conseils départementaux ou de l'Education nationale ainsi que par les délégués tuteurs des JADE, qui les font bénéficier de leur réseau au sein du territoire.

M. PHILIPPE PRADERE
CONSEILLER TECHNIQUE EN CHARGE DES CONTRÔLES DE FONCTIONNEMENT À LA DIRECTION INTERRÉGIONALE ÎLE-DE-FRANCE ET OUTRE-MER DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

"Les JADE sont intervenus cette année dans le cadre de stages de citoyenneté en Île de France. Le stage citoyenneté peut être prononcé en post-sentenciel, dans le cadre des peines de stage qui comprennent plusieurs thématiques : citoyenneté, usage stupéfiant, prévention routière, violences familiales, lutte contre les achats sexuels, responsabilité parentale, lutte contre le sexisme/égalité femme-homme. Au-delà des apports de fond le fait que des jeunes parlent à d'autres jeunes peut permettre un impact différent dans les échanges et donc dans la réflexion que peut entamer le bénéficiaire. Puis, évoquer le service civique en tant que tel peut simplement susciter des vocations, en tout cas un cheminement d'insertion sociale et professionnelle."



61
INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES

16
INTERVENTIONS EN PJJ

4
INTERVENTIONS EN HÔPITAUX

3
INTERVENTIONS AUPRÈS DE MNA

20
INTERVENTIONS EN STRUCTURES D'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

18
INTERVENTIONS AUPRÈS D'ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP





F. LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES DE LOISIRS : SENSIBILISER LES PLUS JEUNES PAR LE JEU

Durant les vacances de février 2021, les JADE Enfant sont intervenus durant plusieurs jours dans des structures d'accueil de loisirs, accueillant des enfants de 3 à 12 ans avec un objectif unique : sensibiliser autrement aux thématiques des droits de l'enfant en passant par le jeu. Ces interventions peuvent prendre des formes diverses : la durée et les modalités d'intervention varient en fonction des structures d'accueil, de même que le nombre d'enfants sensibilisés. Les interventions prévues durant les vacances de Printemps ont dû être annulées en raison de la fermeture des établissements périscolaires.



48

ACCUEILS DE LOISIRS VISITÉS

1 714

ENFANTS SENSIBILISÉS



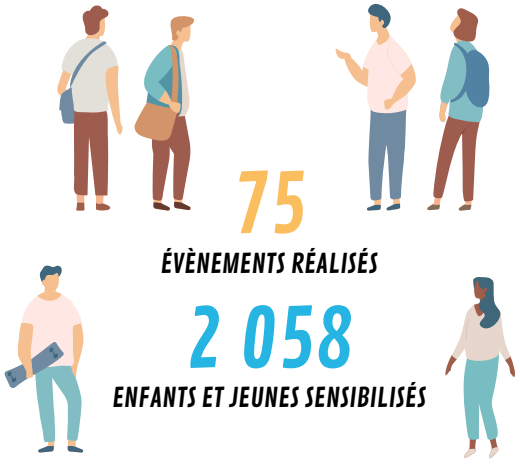


G. LES ÉVÈNEMENTS LOCAUX : FAIRE CONNAÎTRE LA MISSION AUPRÈS DU GRAND PUBLIC

En raison de la situation sanitaire, la mise en place des évènements auxquels participent habituellement les JADE s'est trouvée perturbée. Les évènements grand public, souvent nombreux en novembre en raison de la journée des droits de l'enfant, n'ont pas pu se tenir, pour la majorité d'entre eux, en raison du confinement. Face à cette situation, l'équipe JADE du Défenseur des droits a développé de nouveaux projets, notamment avec l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et avec le lycée français de Buenos Aires (premier évènement international dans lequel le programme JADE a été impliqué). Certains évènements ont toutefois pu être maintenus, permettant par là même aux JADE de sensibiliser aux droits et à la discrimination de façon « moins formelle » qu'à l'occasion de leurs interventions en classe, notamment en tenant des stands pour sensibiliser des publics divers. Les JADE ont notamment pu participer à des émissions radios, dans différents territoires (Isère, Mayenne, Mayotte, Occitanie). La période de fermeture des établissements scolaires en avril 2021 a également permis la réalisation de projets ludiques de sensibilisation des publics spécialisés : préparation de gazettes des droits, dans l'optique de multiplier les supports possibles de promotion des droits.

PARTICIPATION À LA CONSULTATION NATIONALE DES ENFANTS

Les JADE sont également impliqués dans des missions de l'institution du Défenseur des droits. Ils ont cette année mené des interventions spécifiques dans le cadre de la consultation nationale des enfants. Celle-ci vise à recueillir l'opinion des enfants dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel relatif aux droits de l'enfant 2021 et porte cette année sur le thème de la santé mentale des enfants et des adolescents. Les JADE ont donc réalisé plusieurs interventions auprès d'enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance. Ces interventions ont permis aux JADE d'effectuer une sensibilisation à la thématique de la santé mentale au prisme des droits fondamentaux.

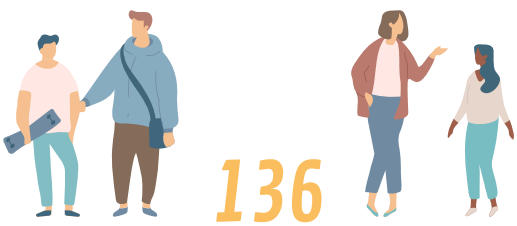


H. LA PROCÉDURE DES PAROLES INQUIÉTANTES

Le contact quotidien d'enfants et de jeunes et la faible différence d'âge amène parfois les JADE à prendre connaissance de situations préoccupantes, ou à recevoir des confidences de la part d'enfants. Afin d'y répondre, le Défenseur des droits a mis en place une procédure dite des « Paroles inquiétantes ».

En cas de confidences que le JADE évalue comme relevant d'une situation de danger ou d'un risque de danger pour l'enfant, le volontaire est invité à contacter sans délai l'équipe JADE qui, en fonction de la situation décrite, prend la décision de rédiger ou non une « Fiche alerte ». Une fiche est alors transmise aux délégués du Défenseur des droits ou aux juristes du pôle « Défense des droits de l'enfant » de l'institution, selon les situations. L'établissement de l'enfant et l'Education nationale sont par ailleurs avertis et associés à la procédure.

La confrontation à ces situations peut se révéler difficile à vivre pour certains JADE. L'équipe JADE s'assure, par conséquent, de les accompagner. Cet accompagnement est réalisé à la fois en amont durant les phases de formations initiales et continues mais aussi à la suite du recueil, par un échange entre l'équipe du Défenseur des droits et le JADE, si celui-ci en ressent le besoin.



136

PAROLES INQUIÉTANTES CETTE ANNÉE

74%

DE HAUSSE PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE

24%

TRAITÉES PAR LES DÉLÉGUÉS TERRITORIAUX



4. LES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MISSION JADE EN 2020-2021



Cette année encore, l'institution du Défenseur des droits a dû composer avec les contraintes sanitaires en vigueur, la Covid-19 ayant non seulement eu des conséquences sur les différents temps de formation de la 15e promotion, mais également sur les possibilités de sensibilisation, avec l'annulation de nombreux évènements. Malgré ce contexte défavorable à la réalisation de la mission, on retiendra cette année la qualité des interventions proposées par les JADE, l'adaptabilité des équipes et l'augmentation de 28% du nombre d'enfants et de jeunes sensibilisés par rapport à l'année dernière. Plus alarmant, l'année aura été marquée par une augmentation inédite du nombre de paroles inquiétantes.

A. LE MAINTIEN QUANTITATIF ET QUALITATIF MALGRÉ LE CONTEXTE SANITAIRE

Durant la phase de recrutement, les coordinateurs ont parfois pu relever certaines inquiétudes chez les JADE, s'agissant de la possibilité de mener leur mission à bien compte tenu de la situation sanitaire, et des bouleversements subis par la précédente promotion (suspension des interventions en milieu scolaire, périscolaire et des interventions dites spécialisées auprès d'enfants durant le premier confinement).

Neuf mois plus tard et malgré ces craintes, le bilan s'avère positif. Le programme JADE demeure très apprécié par les établissements scolaires, qui restent demandeurs de l'intervention des JADE malgré les difficultés organisationnelles liées à la situation sanitaire (classes fermées, classes en demi-groupe, changements de protocole sanitaire, annulation d'évènements, etc.).

Le contexte sanitaire a également conduit les JADE ainsi que les coordinateurs à s'approprier de nouveaux outils numériques, notamment de visioconférence, et à repenser les modalités d'interventions. On citera notamment la création d'un module dédié à l'utilisation des outils interactifs, dispensé à l'occasion de la





formation intermédiaire, mais également le développement de nouveaux supports, qui ont permis le maintien des interventions en structures spécialisées ne pouvant se dérouler en présentiel (Utilisation de plateformes de conception graphique, réalisation de gazettes, radios, etc.). L'objectif est de continuer le développement et la valorisation de ces outils dans les années à venir, en dehors des contraintes sanitaires, afin de toucher différemment de nouveaux publics.

Une formation de qualité a pu être assurée grâce à l'utilisation d'un format visioconférence, tant pour la formation initiale que pour la formation intermédiaire. Celle-ci a été appréciée par les volontaires. L'institution tient à saluer de nouveau la disponibilité et l'adaptabilité des formateurs ayant accepté de revoir leurs modalités d'intervention. Si le numérique a permis le maintien de l'activité et surtout celui d'une formation de qualité, il ne saurait remplacer l'intérêt pour les JADE et le programme des temps collectifs où les uns et les autres apprennent à se connaitre, échangent et partagent. Cette expérience a également souligné les inégalités face au numérique, notamment en termes d'équipement personnel ou de zones blanches ou grises.

B. L'ADAPTABILITÉ DU PROGRAMME ET DES ÉQUIPES A PERMIS LA CONTINUITÉ DE LA MISSION

A l'instar de nombreux professionnels de l'éducation au(x) droits, les différentes vagues épidémiques ont conduit les membres de l'équipe JADE du Défenseur des droits à réinterroger leurs pratiques, afin de permettre la continuité de la mission sans altérer la qualité des formations, du suivi et des interventions.

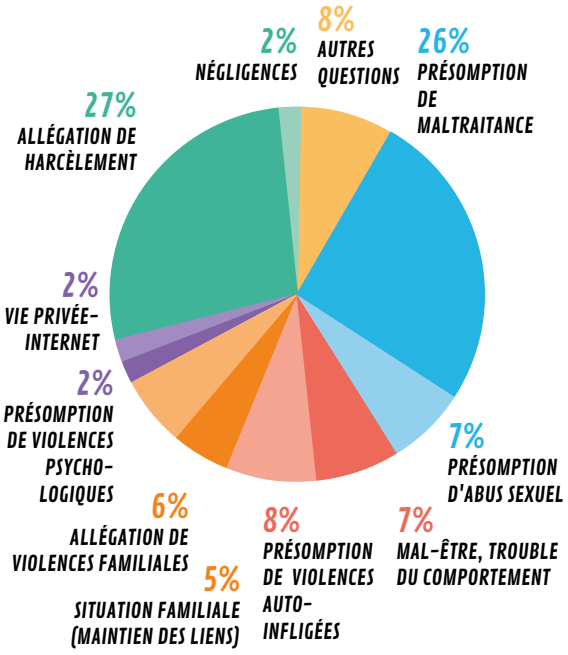
Le programme s'est également adapté aux réalités territoriales, afin de continuer son déploiement, tout en respectant les objectifs d'homogénéité et de cohérence qui sont propres à la mission. Selon les Conseils départementaux, les associations de service civique présentes, le rectorat, le programme est adapté (priorisation les interventions spécialisées en ASE dans le département de la Loire, consultation des publics sur la discrimination dans la Métropole de Grenoble, etc.). De même, le programme s'adapte en fonction des partenaires prêts à s'engager sur chaque territoire. Ainsi, pour la première fois, un rectorat s'est engagé comme structure agrée pour l'accompagnement des JADE, ce qui a permis le déploiement de deux nouveaux JADE en Guadeloupe.

C. L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE PAROLES INQUIÉTANTES

L'expérience des JADE a été marquée par une hausse importante du nombre des paroles inquiétantes (137 en 2018/2019, 78 en 2019/2020, 137 en 2020/2021, alors qu'au jour de la rédaction des présentes lignes, il reste encore deux mois de mission) Ainsi, par rapport à la promotion précédente de JADE, le nombre de paroles inquiétantes a été multiplié par plus de deux. Cet accroissement s'observe notamment dans les territoires « historiques » du programme JADE, et doit donc être décorrélé de l'intégration de nouveaux territoires. Cette évolution est particulièrement visible pour les catégories :

- Allégation de violences familiales, multipliée par 3 ;
- Présomption d'abus sexuels, multipliée par 3 ;
- Présomption de violences auto-infligées, multipliée par 2.

CATÉGORIES DES ALERTES 2020-2021



Cette hausse peut être interprétée, sans certitude, comme la conjonction de deux facteurs :

- Le contexte sanitaire qui a pu entraîner une hausse des violences intrafamiliales et du mal-être chez les enfants et les jeunes ;
- L'actualité et le mouvement de libération croissante de la parole des victimes d'agressions et de harcèlement, pouvant inciter les enfants et les jeunes dans ce type de situations à s'exprimer.

D. UNE DEMANDE CROISSANTE POUR LES JADE EGALITÉ

Cette année a confirmé la demande croissante des établissements scolaires pour le programme JADE Egalité, qui, pour mémoire, n'a vu le jour qu'en 2013. Les interventions sur la lutte contre les discriminations peuvent ainsi se dérouler devant un public de début de collège, la discrimination étant une thématique au programme d'EMC de 5e.

Cette évolution se confirme dans le temps puisque différents territoires accueillant historiquement des JADE Enfant envisagent d'y accueillir également la mission JADE Egalité, ce qui permettrait de mettre en place une complémentarité des interventions auprès des élèves.

Enfin, les JADE Egalite ont pu expérimenter cette année des interventions en accueils de loisirs, qui ont rencontré un franc succès.



E. UNE DIVERSIFICATION DES PUBLICS CHEZ LES JADE ENFANTS

La mission JADE Enfant est également entrée dans une dynamique de développement auprès de public plus jeunes. Si cette année les interventions en écoles primaires ne constituent que 6% du total des interventions, celles-ci ont vocation à se développer. Les JADE sont de plus en plus sollicités par des directeurs et professeurs des écoles. Le Défenseur des droits considère que, compte tenu de l'évolution de notre société, ce type d'interventions prend tout son sens, et que sensibiliser dès le plus jeune âge (CM1/CM2) est essentiel, ces élèves étant confrontés aux mêmes problématiques que les jeunes collégiens (accès au numérique, violences en milieu scolaire, etc.).

L'accès à un public plus jeune passe également par les interventions en accueil de loisirs, qui peuvent même se dérouler auprès d'enfants en maternelle, permettant de sensibiliser en passant notamment par le jeu.

Jade

ANNEXES

LES PARTENAIRES DU PROGRAMME 2020-2021

Le programme JADE est un programme national dont la réussite et l'efficacité reposent sur un important réseau de partenaires. Ceux-ci sont essentiels à son succès à l'échelle des territoires. Il s'agit, en premier lieu, des collectivités locales, des services de l'Education nationale, des chefs d'établissements, des associations impliquées dans l'accompagnement des jeunes volontaires en service civique, des services jeunesse, des agents du Défenseur des droits, des délégués-tuteurs et délégués-tutrices, des professionnels et intervenants extérieurs mobilisés pour la formation, etc.

C'est donc tout naturellement que nous souhaitons leur adresser, à travers ce rapport, nos remerciements les plus sincères pour leur disponibilité, leur bienveillance, la qualité de leur engagement et de l'accompagnement qu'ils ont prodigué aux JADE tout au long de cette année.

SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Académie **CRÉTEIL**
Académie **LYON**
Académie **PARIS**
Académie **ROUEN**
Académie **MONTPELLIER**
Académie **STRASBOURG**
Académie **VERSAILLES**
Académie **GRENOBLE**
Académie **DIJON**
Académie **TOULOUSE**
Académie **NANTES**
Académie **GUADELOUPE**
Académie **MAYOTTE**
Académie **LA RÉUNION**

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PARTENAIRES

ASSOCIATIONS PARTENAIRES

LES FORMATEURS DES JADE

LES FORMATEURS POUR LA FORMATION INITIALE

DIRECTIONS ET AGENTS IMPLIQUÉS DANS LA FORMATION INITIALE JADE

Direction de la Promotion de l'égalité et de l'accès aux droits (DPEAD)

Mme Anaïs AÏDARA
M. Ken OKADA
M. Hugo VERDUZIER
M. Nicolas KANHONOU
M. Vincent LEWANDOWSKI
Mme Sara LEHBERGER
Mme Emilie BOURGEAT
Mme Constance REYNTJES
Mme Nina SCHMIDT
Mme Julie VOLDOIRE
Mme Léa HADJADENE

Direction du réseau et de l'accès aux droits (DRAD)

M. Guillaume FICHET
M. Matthieu CROMBET
Mme Marie DUPUY
M. Sébastien DURANCEAU
Mme Emilie JUSTEAU
M. Abdoul KONE
M. David HAGBERG
Mme Gina GOGUYER-DESCHAUMES
M. Aymeric AZZOUZ-PRIGENT
Mme Elisabeth MILLER
M. Clément MOYNE
M. Guillaume PETIT
M. Thomas PRETOT
Mme Hayet ZOUAOUI
Mme Cristelle CARDONNET
Mme Didier LEFEVRE
Mme Marie-Lee LUREL
Mme Chaza HANNA
Mme Dominique BAPTESTE
Mme Marie-Thérèse MAURICE
Mme Andrée DEBRU
M. André-Charles PUMA
Mme Ayat DAOUZLI
Mme Isabelle GUERIN

Direction de la Protection des droits, affaires judiciaires

Mme Marguerite AURENCHE
Mme Clothilde MAULIN
Mme Julia BELLUT
Mme Marie-Camille LALOYE
Mme Juliette DECHAUX
Mme Véronique MAHL
Mme Maïwenn YZABEL
Mme Julie ROUGE-GUIOMAR
Mme Ulrike KLOPPSTECH

Direction de l'administration générale

M. Stéphane GOBRECHT

PARTENAIRES EXTÉRIEURS SOLLICITÉS POUR LA FORMATION

Concordia

M. Marco PAOLI (directeur)

Ateliers de réflexion Ethiques jeunes

Mme Veronique HUET (directrice)

Association vers la vie pour l'Education des jeunes (AVVEJ)

Mme Céline AMEGAH (cheffe de service)



Association Le choix de l'école

Mme Anciane VITOUX (formatrice)

M. Sébastien GURUNG (chargé de mission)

Association e-enfance

M. Alexy SCHOR (intervenant)

Proviseur de lycée dans les Yvelines

M. Sébastien TAVERGNE

119

Mme Nora DARANI (responsable communication)

Mme Houria BELMESSAOUD (coordinatrice)

ANCIENS JADE SOLLICITÉS POUR LA FORMATION INITIALE

JADE Égalité

Mme Afaf ALAMI

M. Tarek MOUMENE

M. Merouane DENOYELLE

Mme Camille FROUIN

M. Pierre MARTIN

Mme Elisa BESSIERE

Mme Léa PANCHEVRE

Mme Adeline RAHAL

M. Clément DEMEILLIEZ

JADE Enfant

Mme Arya LECONTE

Mme Maelis HUET

Mme Claire ANGOT

M. Mickael KRUGER

LES FORMATEURS POUR LA FORMATION CONTINUE

DIRECTIONS ET AGENTS IMPLIQUÉS DANS LA FORMATION CONTINUE JADE

Service de l'administration générale

Mme Stéphanie PRADEILLES

M. Habib JEOUABI

Protection des droits, affaires publiques

Mme Céline VALAY

Protection des droits, affaires judiciaires

Mme Stéphanie RENSON

Mme Véronique MAHL

Mme Anne LE-BEC

Mme Claudine JACOB

Promotion de l'égalité et accès aux droits

Mme Emilie BOURGEAT

Mme Khadidja BEN ROMDHANE

Mme Clémence ARMAND

M. Loïc CHAVE

M. Gaëtan GOLDBERG

Service presse & communication

Mme Marion GUERIN

M. Robin SALMON

Mme Laetitia GOT

Protection des droits affaires publiques

Mme Sylvie RAMONDOU

Secrétariat général

Mme Néphéli YATROPOULOS

Déontologie de la sécurité

M. Romain BARNABE

Mme Jessica GARNIER

M. Rodolphe GENISSEL

Mme Carina CHATAIN MARCEL

PARTENAIRES EXTÉRIEURS SOLLICITÉS POUR LA FORMATION

Service Éducatif de l'Établissement Pénitentiaire pour Mineurs du Rhône

M. Jonathan RUPPY (directeur)

Unité éducative de milieu

Mme Sidonie MARTIN (éducatrice PJJ)

Direction territoriale du Val-de-Marne de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

M. François PAINDORGE (référent Laïcité et Citoyenneté)

Plateforme René Cassin

Mme Manuella RIQUET (juriste)

Service Oscar ROMERO

Mme Anne ESNAULT (éducatrice)

Maison de Solenn et Maison des adolescents

M. Sevan MINASSIAN (pédopsychiatre)

Association SPARADRAP

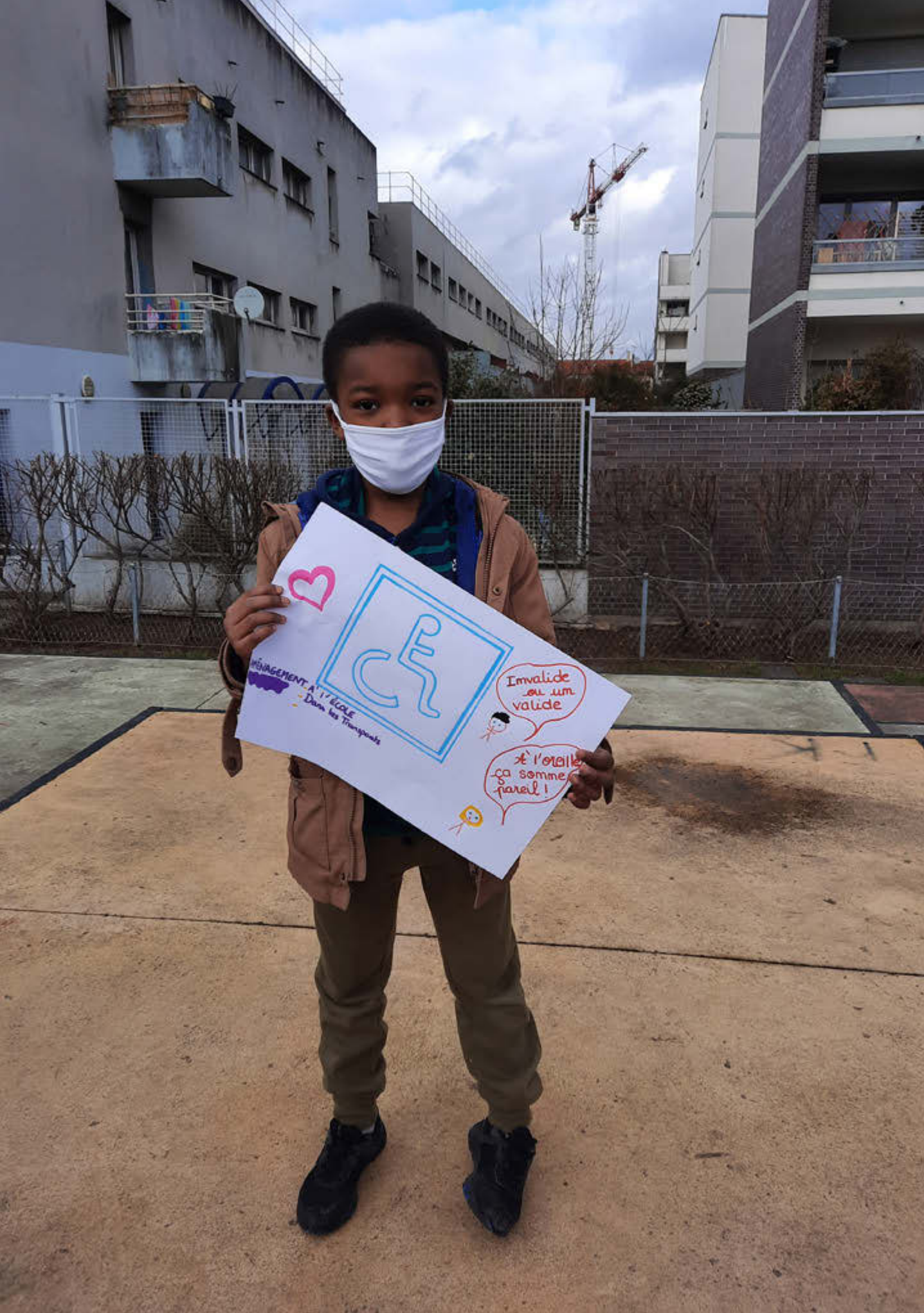
Mme Dominique BALDASSARY (éducatrice)

Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Mme Clémence BISSON

Association Génération numérique

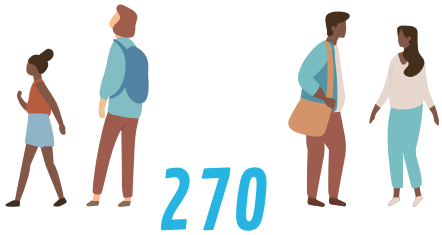
M. Cyril DI PALMA


Invalide ou un valide
t'l'oreille ça somme pareil !

Jade

FICHES DÉPARTEMENTALES

971 – GUADELOUPE



270

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES

10 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
GERMAIN SAINT-RUF	CAPESTERRE BELLE- EAU
MARYSE CONDE	DESIRADE
APPEL DU 18 JUIN	LAMENTIN
3 COLLÈGES	3 VILLES
270 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	



AU TOTAL,

270

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 3 ÉTABLISSEMENTS

PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Christelle CARDONNET, cheffe de pôle régionale du Défenseur des droits

Mme Inès MARINHO, déléguée tutrice des JADE

Éducation nationale

M. Eric AUJAS, inspecteur de l'éducation nationale. Référent académique. Coordonnateur l'équipe académique les valeurs de la république

Mme Valérie ARICIQUE, conseillère technique de service social auprès de la rectrice

Mme Lydia BERRY-LANCEMON, proviseure à la vie scolaire, conseillère technique pour les établissements scolaires DAFPE, déléguée académique à la formation des personnels encadrement, rectorat de la Région académique de la Guadeloupe

M. André POTDEVIN, inspecteur de l'éducation nationale. Référent laïcité fille garçon

Mme Rolande TARLET, cheffe du service des affaires juridiques, Région académique de la Guadeloupe

Formations locales

Mme Sylvie ADOLPHE, agent de la cellule CRIP

Mme Gladys CHARLES-PALIN, psychologue, déléguée du Défenseur des Droits

Mme Corine DIACKOK-EDINVAL, référente laïcité et citoyenneté au sein de la PJJ Protection Judiciaire de la Jeunesse de la Guadeloupe

Mme Dominique ETIENNE, agent de la cellule CRIP

M Augustin JOBERT, vice-Président coordinateur du Tribunal pour enfants de Pointe-à-Pitre

Mme Marie Louise JERSEN, cheffe du service de l'ASE de Basse-Terre

974 – LA RÉUNION



5 147



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT
DONT 2 500 SUR LES DISCRIMINATIONS

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
130 CLASSES VISITÉES

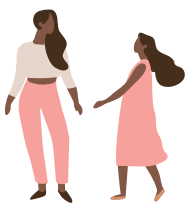
COLLÈGE	VILLE
LE TOULLEC	LE PORT
FAYARD	SAINT ANDRÉ
ELIE WIESEL DU CHAUDRON	SAINT DENIS
ANTOINE SOUBOU	SAINT PAUL
LIGNE DES BAMBOUS	SAINT PIERRE
TERRE SAINTE	SAINT PIERRE
6 COLLÈGES	5 VILLES
3 522 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
5 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
MARIE CURIE	SAINTE ANNE
AMIRAL BOUVET	SAINT BENOIT
AMBROISE VOLLARD	SAINT PIERRE
3 LYCÉES	3 VILLES
136 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
55 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
ZAC FAYARD	SAINT ANDRÉ
EUDOXIE NONGE	SAINT DENIS
LES BADAMIERS	SAINT DENIS
MAXIME FONTAINE	SAINT DENIS
LES TOPAZES	SAINT DENIS
LES EGLANTINES	SAINT DENIS
LES BANCOULIERS	SAINT DENIS
DOMENJO	SAINT DENIS
SAINT BERNARD	SAINT DENIS
GABRIEL MACE	SAINT DENIS
L'ANCIEN THÉÂTRE	SAINT DENIS
PAUL SALOMON	SAINT LOUIS
SARDA GARRIGA	SAINT PAUL
JACQUES PREVERT	SAINT PIERRE
PAULE LEGROS	LE PORT
FRANÇOISE DOLTO	LE PORT
GEORGES THIEBAUT	LE PORT
17 ÉCOLES	6 VILLES
1 489 ENFANTS SENSIBILISÉS	



AU TOTAL,

5 848



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 39 ÉTABLISSEMENTS ET 2 ÉVÈNEMENTS

94%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

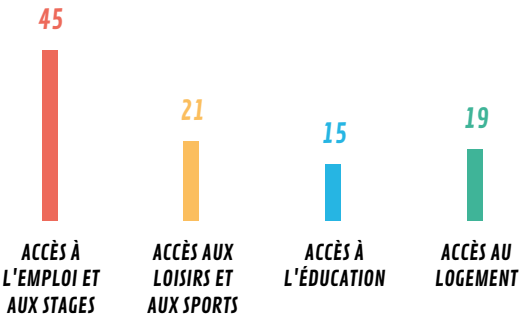
LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
665 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ACM ÉCOLE ARISTE BOLON	LE PORT (CCAS)
ACM ÉCOLE BENJAMIN HOAREAU	LE PORT
COLLECTIF DE LA BRETAGNE	SAINT DENIS
FEDEP	SAINT DENIS
CREPS PASS LOISIRS	SAINT DENIS
ASSOCIATION COLIBRI	SAINT DENIS
ACM ÉCOLE MONTGAILLARD	SAINT DENIS
ACM ÉCOLE CHAMP FLAURI	SAINT DENIS
ACM ÉCOLE REYELLET	SAINT DENIS
ACM EUDOXIE NONGE	SAINT DENIS
ACM ÉCOLE LES TAMARINS	SAINT DENIS
ACM ÉCOLE BOIS D'OLIVES	SAINT PIERRE (CCAS)
ACM ÉCOLE JEAN MOULIN	SAINT PIERRE
13 STRUCTURES	3 VILLES

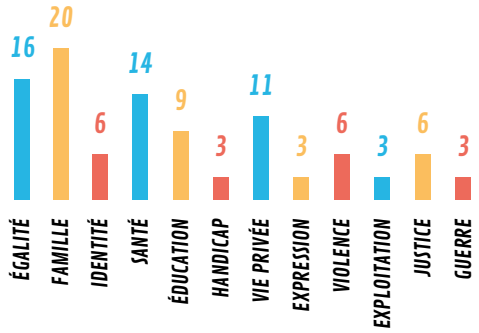
LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
36 JEUNES SENSIBILISÉS / PARENTS

EVÈNEMENT	VILLE
CAFÉ DES PARENTS (COLLÈGE)	SAINTE ANNE
PAUSE MÉRIDIENNE (COLLÈGE)	SAINT BENOIT
2 ÉVÈNEMENTS	2 VILLES

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Michel CHANE SAN, délégué du Défenseur des droits, tuteur JADE

M. Didier LEFEVRE, chef de pôle régional du Défenseur des droits

M. Pascal PUVILLAND, délégué du Défenseur des droits, tuteur JADE

Association CEMEA

Mme Véronique CHANE FO, tutrice des JADE

Mme Florence MOULOUMA, directrice

Éducation nationale

M. Eric COULEAU, proviseur vie scolaire au Rectorat de la Réunion

Mme Françoise PENENT, conseillère technique du recteur de la Réunion

Formations locales

Mme Isabelle ESPESSON, PJJ

Dr Lucienne KOSTYRKA

M. Jean-François MAILLOT, DJSCS

976 – MAYOTTE





1 435

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES

19 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
POMME CANELLE COMBANI	COMBANI
JULIETTE BEBE LABATTOIR	LABATTOIR
KAWENI VILLAGE	MAMOUDZOU
MTSAPERE BONOVO	MAMOUDZOU
FOUNDI ADE TSOUNDZOU 1	MAMOUDZOU
KAHANI	OUANGANI
6 ÉCOLES	4 VILLES
518 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES

32 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
YLANG	KANI KELI
BWENI MTITI	LABATTOIR
OUANGANI	SADA
DOUJANI	MAMOUDZOU
4 COLLÈGES	4 VILLES
879 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN CFA

2 CLASSES VISITÉES

STRUCTURE	VILLE
MLEZI MAORE	MJC TSOUNDZOU 2
APRENTI D'AUTEUIL	DZOUMOGNE
2 CFA	2 VILLES
38 JEUNES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR

320 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
BANDRELE	BANDRELE
NYAMBADAO	BANDRELE
HAMOURO	BANDRELE
BAFA	KANI-KELI
MTSAMBORO	MTZAMBORO
HAMJAGO	MTZAMBORO
BARAKANI	OUANGANI
7 STRUCTURES	4 VILLES



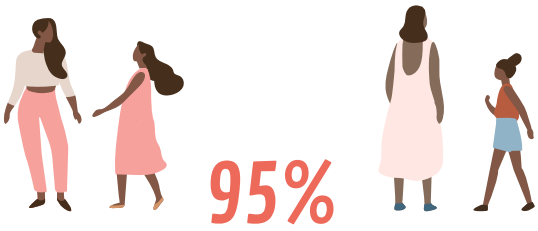


AU TOTAL,

1 755

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 19 ÉTABLISSEMENTS

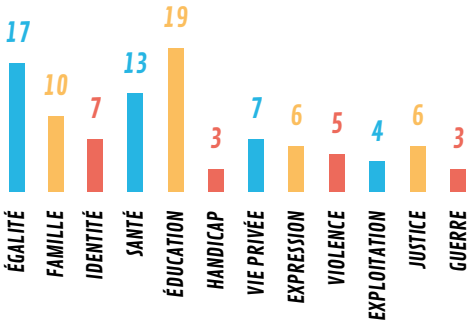




95%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Didier LEFEVRE, chef de pôle régional du Défenseur des droits

Mme Aurore NEEL, déléguée-tutrice JADE du Défenseur des droits

Éducation nationale

M. Stéphane PLANCHAND, conseiller technique d'établissement et vie scolaire au Rectorat de Mayotte

21 – CÔTE-D'OR



2 160

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
80 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
CLAUDE GUYOT	ARNAY LE DUC
MONGE	BEAUNE
EDOUARD HERRIOT	CHENOVE
MONTCHAPET	DIJON
GASTON BACHELARD	DIJON
CARNOT	DIJON
GASTON ROUPNEL	DIJON
MARCELLE PARDE	DIJON
LES HAUTES PAILLES	ECHENON
HENRI BERGER	FONTAINE FRANÇAISE
FRANÇOIS DE LA GRANGE	LIERNAIS
ISLE DE SAONE	PONTAILLER-SUR-SAONE
ANDRE LALLEMAND	POUILLY EN AUXOIS
FRANÇOIS POMPON	SAULIEU
JACQUES MERCUSOT	SOMBERNON
BORIS VIAN	TALANT
ALESIA	VENAREY-LES-LAUMES
17 COLLÈGES	13 VILLES
2 160 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
120 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CENTRE EDUCATIF FERME	CHATILLON-SUR-SEINE
ACODEGE	CHENOVE
MAISON DE L'ENFANCE	DIJON
ASSOCIATION ADEFO	DIJON
IME	DIJON
5 STRUCTURES	2 VILLES

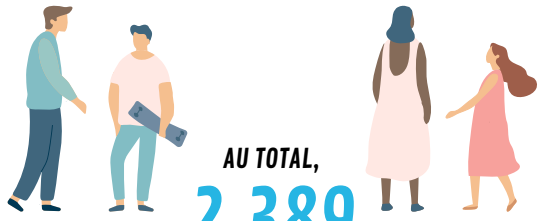
LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
70 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MONTMUZARD	DIJON
MANSART	DIJON
FONTAINE D'OUCHE	FONTAINE D'OUCHE
3 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
39 JEUNES SENSIBILISÉS

EVÈNEMENT	VILLE
FORMATION SERVICE CIVIQUE / UNIS CITE	DIJON
CONSEIL DEPARTEMENTAL JUNIORS	DIJON
2 EVÈNEMENTS	1 VILLE

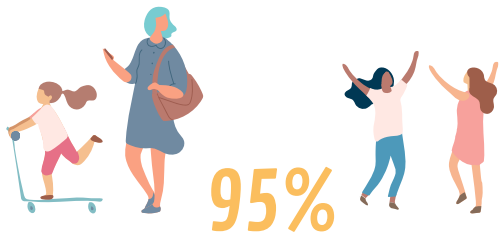




AU TOTAL,

2 389

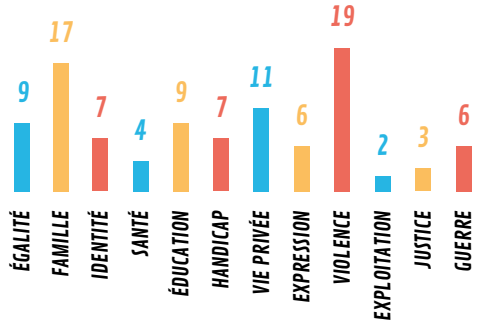
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 25 ÉTABLISSEMENTS ET 2 ÉVÈNEMENTS



95%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Marie-Thérèse MAURICE, déléguée du Défenseur des droits en Côte-d'Or

Association Unis-Cité

Mme Marie-Laure BOUCHAR, directrice régionale Bourgogne-Franche-Comté

Département Côte-d'Or

Mme Delphine ALZAC-JACHET, cheffe du Service Jeunesse, Sports et Vie Associative

Mme Marie BOULIER, responsable de l'antenne Unis-Cité Dijon et Belfort

Mme Alizée GENNE, coordinatrice d'équipe et de projet Unis-Cité

Mme Patricia HUMBLIN-JACQUOT, coordinatrice du service civique

Mme Bernadette MATROT-GRUER, adjointe au Directeur Parentalité Enfance Culture Sports

Éducation nationale

Mme Lise RODRIGUES, conseillère technique et responsable service social des assistantes sociales scolaires, DSDEN Côte-d'Or

Formations locales

Mme Patricia GEOFFROY, Responsable unité de travail de la Cellule de l'Enfance en Danger et Urgences du Conseil départemental de la Côte d'Or

Mme Carine MONTRESOR, professeure-Coordinatrice MLDS

Mme Dounia PIEGAY, formatrice à l'IRSTESS de Dijon

Mme Karine REIMBOLD, référente laïcité citoyenneté, Direction territoriale Côte d'Or / Saône-et-Loire

30 – GARD



1 188

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
44 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
JEAN BAPTISTE DUMAS	ALES
ECOLE DE LA SECONDE CHANCE	ALES
JULES RAIMU	NIMES
ALBERT CAMUS	NIMES
PHILIPPE LAMOUR	NIMES
DHUDOA	NIMES
GASTON DARBOUX	NIMES
LA CCI	NIMES
GARANTI JEUNE	NIMES
JACQUES PREVERT	SAINT CHRISTOL LES ALES
MFR LE GRAND MAS	UZES
11 LYCÉES	4 VILLES
1 188 LYCÉENS SENSIBILISÉS	



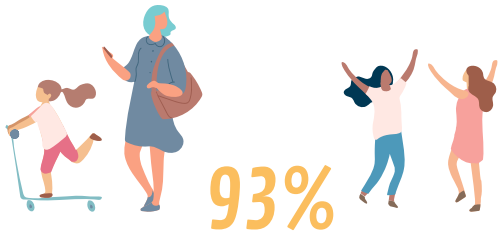
AU TOTAL,

1 318

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 11 ÉTABLISSEMENTS ET 3 ÉVÈNEMENTS

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
130 JEUNES SENSIBILISÉS

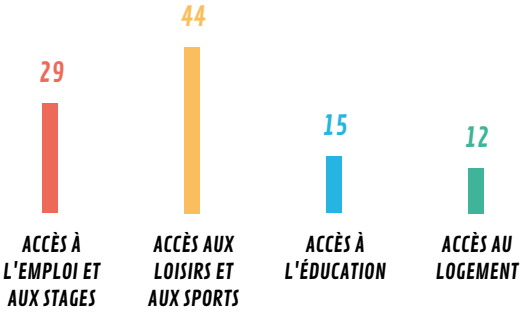
EVÈNEMENT	VILLE
SERVICE CIVIQUE / UNIS-CITÉ	NIMES
JUNIORS ASSOCIATIONS, CONSEILS DE VIE LYCÉENNE, JEUNES ÉLUS	NIMES
INTERVIEW RADIO SOMMIÈRES	NIMES
3 ÉVÈNEMENTS	1 VILLE



93%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Romain BLANCHARD, chef de pôle régional Occitanie

Association Unis-Cité

Mme Irma AMIREZASHVILI, coordinatrice Unis Cité à Nîmes

M. Éric DE MONVAL, directeur de la Région

Mme Esther MULONGO, responsable de l'antenne du Gard

Rectorat de Montpellier

M. Thierry MESLET, chef de la division vie éducative des élèves, des écoles et des établissements

Mme Laurence RICHE DORLENCOURT, conseillère technique, division vie éducative des élèves, des écoles et des établissements

Mme Caroline ROULLIER, déléguée académique à la vie lycéenne et collégienne

Région Occitanie

Mme Christelle BESSONIES, responsable de service égalité, citoyenneté, santé, direction des solidarités et de l'égalité

Mme Françoise BONS, conseillère régionale, présidente de la commission Solidarités, Services publics, Vie associative et Logement

Mme Bernadette CIBIN, chargée de mission handicap et lutte contre les discriminations

Mme Magatte DIENE, chargée de mission stagiaire égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations

Mme Julia JENOC, chargée de mission égalité femmes hommes

Mme Marie PIQUE, vice-présidente de la région

M. Julien SUERES, collaborateur de Mme Marie PIQUE

Mme Christine VERGNES, directrice Déléguée des Solidarités et de l'Egalité

Formations locales

M. Ghislain DUVAL, LMDE



31 – HAUTE-GARONNE



999

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT



LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
408 JEUNES SENSIBILISÉS

EVÈNEMENT	VILLE
FORMATIONS CIVIQUES ET CITOYENNES	ALBI
SEMAINE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	SAINT-GIRONS (ARIEGE)
FORMATIONS CIVIQUES ET CITOYENNES	TOULOUSE
JOURNEES MENSUELLES DE RASSEMBLEMENT	TOULOUSE
STAND LYCEE MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE
5 ÉVÈNEMENTS	3 VILLES

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
37 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
EUGENE MONTEL	COLOMIERS
PIERRE D'ARAGON	MURET
COUSERANS	SAINT-GIRONS (ARIEGE)
GALLIENI	TOULOUSE
MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE
AIRBUS	TOULOUSE
SAINTE MARIE DES CHAMPS	TOULOUSE
7 LYCÉES	4 VILLES
999 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

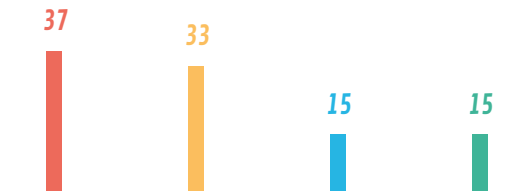




94%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





AU TOTAL,

1 407

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 7 ÉTABLISSEMENTS ET 5 ÉVÈNEMENTS





PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Romain BLANCHARD, chef de pôle régional Occitanie

Mme Colette GAYRAUD, déléguée du Défenseur des droits Haute-Garonne

M. Claude LAURENS, délégué du Défenseur des droits de la Haute Garonne

Association Unis-Cité

Mme Sarah BELLOTTO, coordinatrice d'équipes et de projets, antenne de la Haute Garonne

M. Éric De MONVAL, directeur de la Région Occitanie

Mme Hélène SEGUELA, responsable d'antenne Unis Cité Haute-Garonne

Rectorat de Toulouse

M. Pascal CABARET, délégué académique à la vie lycéenne et collégienne

M. Alexandre LAFON, représentant de l'académie de Toulouse, chargé de mission pôle civique

M. Cédric MARTY, Inspecteur académie pédagogique régional

Région Occitanie

Mme Christelle BESSONIES, responsable de service égalité, citoyenneté, santé, direction des solidarités et de l'égalité

Mme Françoise BONS, conseillère régionale, présidente de la commission Solidarités, Services publics, Vie associative et Logement

Mme Bernadette CIBIN, chargée de mission handicap et lutte contre les discriminations

Mme Magatte DIENE, chargée de mission stagiaire égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations

Mme Julia JENOC, chargée de mission égalité femme homme

Mme Marie PIQUE, vice-présidente de la région Occitanie

M. Julien SUERES, collaborateur de Mme Marie PIQUE

Mme Christine VERGNES, directrice Déléguée des Solidarités et de l'Egalité à la Région Occitanie

Formations locales

M. Ghislain DUVAL, La Mutuelle des Etudiants

M. Cédric MARTY, inspecteur académie inspecteur pédagogique régional

M. Fabrice PAPPOLA, pôle civique Délégué académique à la vie lycéenne et collégienne

M. Pascal CABARET, professeur d'Histoire-Géographie

38 – MÉTROPOLE DE GRENOBLE



918



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DE LA MÉTROPOLE

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
14 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
CHAMPOLLION	GRENOBLE
NOTRE DAME	GRENOBLE
EDOUARD VAILLANT	SAINT MARTIN D'HERES
FERNAND LEGER	SAINT MARTIN D'HERES
4 COLLÈGES	2 VILLES
378 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
20 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
LESDIGUERE	GRENOBLE
LES CHARMILLES	GRENOBLE
GUYNEMER	GRENOBLE
STENDHAL	GRENOBLE
IMT	GRENOBLE
PRAVAZ	LE PONT DE BEAUVOISIN
BERGES	SEYSSINET-PARISET
7 LYCÉES	3 VILLES
540 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
64 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MECS – KIOSQUE	FONTAINE
LE CODASE ESPACE ADO	GRENOBLE
FOYER LE CHARMEYRAN	LA TRONCHE
MECS	POISAT
MECS LE TIVANO	SAINT MARTIN D'HERES
PRISON POUR MINEUR VARCES	VARCES
UNITE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT	VARCES
ITEP	VARCES
8 STRUCTURES	4 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
268 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
MISSION LOCALE	CROLLES
MISSION LOCALE POINT DE CLAIX	ECHIROLLES
MISSION LOCALE	FONTAINE
ECOLE DE LA SECONDE CHANCE	GRENOBLE
MISSION LOCALE	GRENOBLE
UNIS CITE	GRENOBLE
JOURNEE POUR L'EGALITE DES DROITS DES FEMMES	PONT DE CLAIX
AFPA	PONT DE CLAIX
MISSION LOCALE SUD ISERE	PONT DE CLAIX
INTERVENTION SEMAINE DES SOLIDARITES LYCEE BERGES	SEYSSINET-PARISET
MISSION LOCALE	VIZILLE
ECOLE DE LA SECONDE CHANCE	VOIRON
12 ÉVÈNEMENTS	8 VILLES

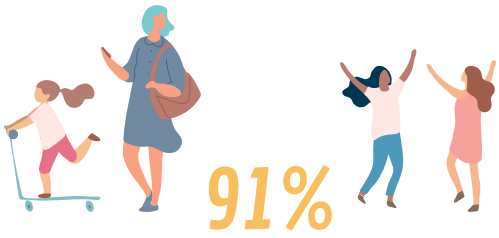




AU TOTAL,

1 250

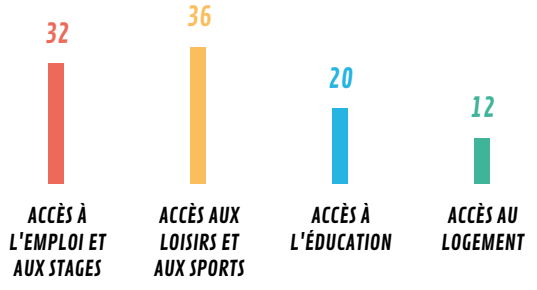
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 19 ÉTABLISSEMENTS ET 12 ÉVÈNEMENTS



91%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régional, région Auvergne Rhône-Alpes

Mme Chaza HANNA, déléguée du Défenseur des droits

Association Unis-Cité

Mme Faustine DENIS, coordinatrice d'équipe

Mme Myriam ZAGHOUANE, responsable d'antenne

Métropole de Grenoble

M. Malik ALLAM, directeur de la cohésion sociale à la Métropole

Mme Sophie EBERMEYER, chargée de mission Égalité et Lutte contre les discriminations

Éducation nationale

M. Christian TOILLIER, référent des établissements Politique de la Ville et de la réussite éducative, DASEN de Grenoble

Formations locales

Mme Agnès CROCIATI, conseillère technique de service social, Rectorat de Grenoble

Mme Marianne GRONIER, adjudante BPDJ

Mme Cindy SORIANO, enseignante à l'IME la Bâti

38- ISÈRE



3 030



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
2 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
PAUL LANGEVIN	VIZILLE
JOLIOT CURIE	VIZILLE
2 ÉCOLES	1 VILLE
54 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
110 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MECS EUGENE CHAVANT	AUTRANS
ITEP MARIUS BOULOGNE	BIVIERS
MECS LE KIOSQUE	FONTAINE
MECS CODASE ESPACE ADO	GRENOBLE
EREA PIERRE RABHI	PONT DE CLAIX
IME LA BATIE	PONT DE CLAIX
ITEP LA CHANTOURNE	LA TERRASSE
UNITE D'EDUCATION EN MILIEU OUVERT	VILLEFONTAINE
8 STRUCTURES	7 VILLES

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
110 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
SIX VALLEES	BOURG-D'OISANS
EREA PIERRE RABHI	CLAIX
SIMONE DE BEAUVOIR	CROLLES
PABLO PICASSO	ECHIROLLES
DON BOSCO	GIERES
ICARE	GONCELIN
CITE SCOLAIRE EUROPOLE	GRENOBLE
CHAMPOLLION	GRENOBLE
FANTIN LATOUR	GRENOBLE
NOTRE-DAME-DE-SION	GRENOBLE
SAINT MICHEL	GRENOBLE
LOUIS MAUBERRET	LA MURE
LES BUCLOS	MEYLAN
LIONEL TERRAY	MEYLAN
NELSON MANDELA	PONT DE CLAIX
FERNAND LEGER	SAINT MARTIN D'HERES
PIERRE DUBOIS	SEYSSINET PARISET
LE CALLOUD	TOUR DU PIN
LA PIERRE AIGUILLE	TOUVET
ANNE FRANCK	VERPILLIERE
MASSEGU	VIF
LES MATTONS	VIZILLE
22 COLLÈGES	17 VILLES
2 970 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

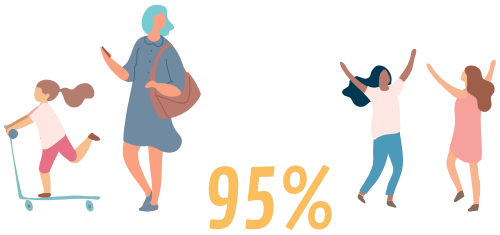


AU TOTAL,

3 257



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 36 ÉTABLISSEMENTS ET 3 ÉVÈNEMENTS



95%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE

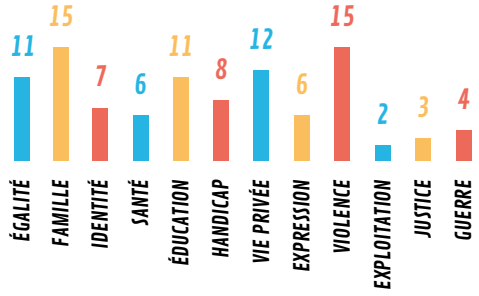
LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
92 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ADL LE CLOS D'ESPIES	GIERE
LA MAISON D'ENFANTINE	GRENOBLE
MAISON DE L'ENFANCE ALFA3A	PONT DE CLAIX
BALCON DE BELLEDONNE	REVEL
4 STRUCTURES	4 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
25 JEUNES SENSIBILISÉS

EVÈNEMENT	VILLE
RADIO NEW'S FM	GRENOBLE
INTERVENTION EN SQUAT	GRENOBLE
INTERVENTION AU CAMP DU RONDEAUX	GRENOBLE
3 ÉVÈNEMENTS	1 VILLE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Gérard BRION, délégué du Défenseur des droits dans l'Isère

Mme Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régional, région Auvergne Rhône-Alpes

Association Unis-Cité

Mme Faustine DENIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Mme Myriam ZAGHOUANE, responsable d'antenne Isère

Département de l'Isère

M. Yves BERTHUIN, chargé de mission citoyenneté

Mme Corinne CHARDON, direction Education, Jeunesse et Sports

Mme Sophie STOURME, chargée de mission, Direction Education, Jeunesse et Sports

Éducation Nationale

Mme Françoise PLESSIET, conseillère technique de service social, responsable départementale

Mme Marilou SALER, assistante sociale scolaire. Service d'action sociale en faveur des élèves

Protection Judiciaire de la Jeunesse

Mme Flora CHIROL, référente laïcité et citoyenneté, DTPJJ Isère

Formations locales

M. Jari CHOUKRI, éducateur en UEMO

Mme Caroline PELLERIN, assistante sociale à la CRIP du service Accueil en Protection de l'Enfance

Mme Véronique PETER, référente technique à la CRIP du service Accueil en Protection de l'Enfance

Mme Alizée SOULIER, coordinatrice de la cellule MNA du service Accueil en Protection de l'Enfance

Mme Cindy SORIANO, enseignante à l'IME la Bâti

42 – LOIRE



702



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
1 CLASSE VISITÉE

ÉCOLE	VILLE
ECOLE ST HAON LE CHATEL	ST HAON LE CHATEL
1 ÉCOLE	1 VILLE
27 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
24 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
JEAN PAPON	LA PACAUDIERE
NICOLAS CONTE	REGNY
PIERRE JOANNON	SAINT-CHAMOND
CLAUDE FAURIEL	SAINT-ETIENNE
LES CHAMPS	SAINT-ETIENNE
5 COLLÈGES	4 VILLES
648 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
1 CLASSE SENSIBILISÉE

LYCÉE	VILLE
CLAUDE LEBOIS	ST HAON LE CHATEL
1 LYCÉE	1 VILLE
27 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
32 JEUNES SENSIBILISÉS

PAX	SAINT-ETIENNE
FOYER CLAIRVIVRE	SAINT-ETIENNE
LA PASSERELLE / LA PARENTHESE	SAINT-SYMPHORIEN-DE-LAY
4 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
163 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
CENTRE SOCIAL	RIORGES
CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	ROANNE
CENTRE MOULIN A VENT	ROANNE
CENTRE SOCIAL BORIS VIAN	SAINT-ETIENNE
ACARS	SAINT-ETIENNE
COFRADE (CENTRE DU COLIBRI)	SAINT-ETIENNE
COFRADE (AMICALE LAÏQUE CHAPELON)	SAINT-ETIENNE
COFRADE (AMICALE LAÏQUE MICHELET)	SAINT-ETIENNE
COFRADE (BORIS VIAN)	SAINT-ETIENNE
AFPA	SAINT-ETIENNE
COFRADE	SAINT-PRIEST-EN-JAREZ
11 ÉVÈNEMENTS	4 VILLES

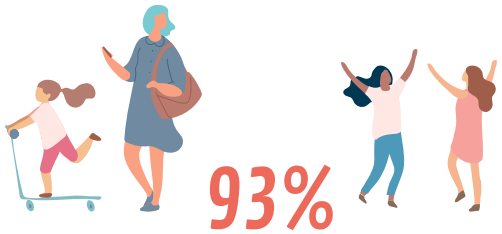




AU TOTAL,

851

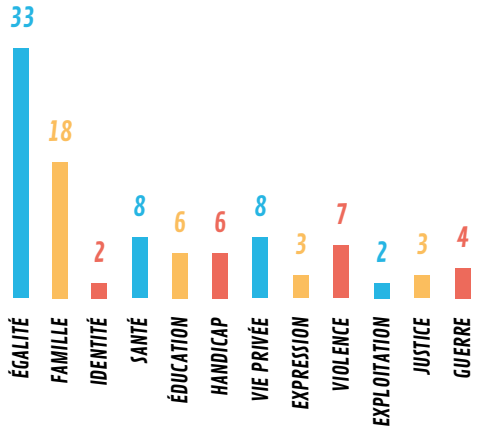
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 12 ÉTABLISSEMENTS ET 8 ÉVÈNEMENTS



93%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régionale, Auvergne Rhône-Alpes

Mme Dolorès PONRAMON, déléguée du défenseur des droits et tutrice des JADE

Association Unis-Cité

Mme Camille LEFAURE, coordinatrice d'équipe et de projets

Mme Julie MIRLYCOURTOIS, responsable d'antenne Unis-Cité Loire

Conseil départemental de la Loire

Mme Solange BERLIER, vice-présidente, enfance, action sociale départementale et logement ;

M. Brahim MEZABER, chargé de mission jeunesse au sein du département de la Loire

Éducation nationale

Mme Marie-Hélène BRENIER, conseillère technique, responsable du service social des élèves, DSDEN de la Loire

Mme Maria FORISSIER, conseillère technique de service social en faveur des élèves

Formations locales

M. Jérôme ADET, éducateur spécialisé à l'ANEF

Mme Sandrine BLANCHON, directrice de la SEGPA au collège Ennemond Richard

M. Rachid ERREGUIBI, CDAD (Conseil Départemental d'Accès au Droit)

M. François ISAAC, chef d'établissement, collège Ennemond Richard

Mme Laurence MAHE, ASE

M. MERCHAT, directeur du SPIP 17

44 – LOIRE-ATLANTIQUE



2 052

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
76 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
ALCIDE D'ORBIGNY	BOUAYE
DANIEL BROTTIER	BOUGUENAIS
HONORE D'ESTIENNE D'ORVES	CARQUEFOU
MFR	CARQUEFOU
BOUGAINVILLE	NANTES
SAINT JOSEPH DU LOQUIDY	NANTES
EUGENE LIVET	NANTES
MONGES LA CHAUVINIERE	ORVAULT
NICOLAS APPERT	ORVAULT
CFA COIFFURE & ESTHETIQUE 44	SAINT HERBLAIN
10 LYCÉES	6 VILLES
2 052 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
25 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
IME	SAINT-HERBLAIN
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
25 JEUNES SENSIBILISÉS

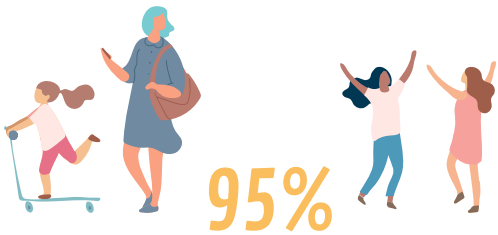
ÉVÈNEMENT	VILLE
JOURNEE MENSUELLE DE RASSEMBLEMENT	NANTES
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE



AU TOTAL,

2 102

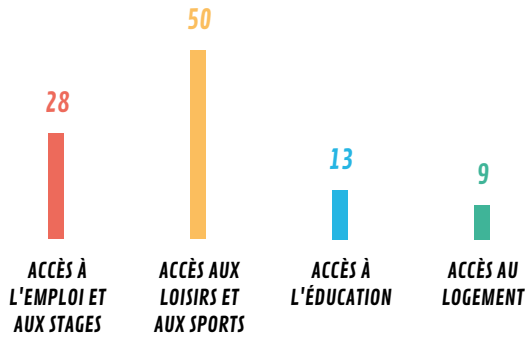
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 11 ÉTABLISSEMENTS ET 1 ÉVÈNEMENT



95%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

M. Jean-Yves RICHEUX, délégué du Défenseur des droits en Loire-Atlantique

Association Unis-Cité

M. Djibril CISSÉ, coordinateur d'équipe et de projet antenne de Nantes

Mme Marion DESCHAMPS, responsable d'antenne Nantes

Mme Marie GERBAULT, coordinatrice d'équipe et de projets, antenne de Nantes

M. Jocelyn LECLERC, directeur régional, Unis-Cité Pays-de-la-Loire

Éducation nationale

Mme Anne-Lyse BARRANGER, inspectrice de l'information et de l'orientation en charge de la formation, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Loire-Atlantique

Mme Carole GANCIA, déléguée Académique à la Vie des Elèves, Académie de Nantes, Référente académique JADE

M. Olivier MARECHAU, inspecteur de l'Education Nationale, mission académique « Egalité filles-garçons, femmes-hommes dans le système éducatif », Rectorat de Nantes

M. Jérôme SANCHEZ, conseiller technique auprès du Recteur, Académie de Nantes

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Mme Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances » de l'enseignement agricole public

49 – MAINE ET LOIRE



1 161

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
4 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
HONORE DE BALZAC	SAUMUR
1 COLLÈGE	1 VILLE
108 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA
39 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	VILLE
BTP CFA 49	ANGERS
JEAN MOULIN	ANGERS
MOUNIER	ANGERS
SAINT-MARTIN	ANGERS
BUISSONNETS	ANGERS
HENRI BERGSON	ANGERS
JALLAIS	BEAUPREAU EN MAUGES
LE VALLON	LA ROMAGNE
LA ROUSSELIERE	MONTREUIL BELLAY
E. PISANI	MONTREUIL BELLAY
10 ÉTABLISSEMENTS	4 VILLES
1 053 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
6 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
PJJ	ANGERS
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
94 JEUNES SENSIBILISÉS

EVÈNEMENT	VILLE
SERVICE CIVIQUE / UNIS-CITE	ANGERS/LAVAL
UNIS-CITE ANGERS	ANGERS
MISSION LOCALE	ANGERS
2 ÉVÈNEMENTS	2 VILLES



AU TOTAL,

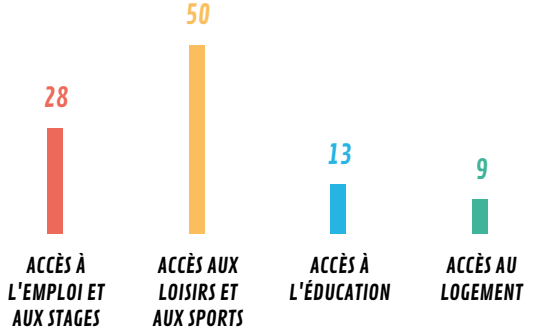
1 261

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 13 ÉTABLISSEMENTS ET 2 ÉVÈNEMENTS

89%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Gérard BARON, Délégué du Défenseur des droits dans le Maine-et-Loire

Mme Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

Mme Mariline LEPICIER, Déléguée du Défenseur des droits dans le Maine-et-Loire

Association Unis-Cité

Mme Camille CESBRON, Coordinatrice d'équipe et de projet antenne d'Angers

Mme Audrey FEDERKEIL, Responsable d'antenne d'Angers

M. Jocelyn LECLERC, directeur régional, Unis-Cité Pays-de-la-Loire

Éducation Nationale

M. Sébastien ATTENCOURT, Conseiller technique responsable départemental, Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de Maine et Loire

Mme Annie LANDAUD, Inspectrice de l'information et de l'orientation en charge de la formation, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Maine-et-Loire

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Mme Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances » de l'enseignement agricole public

Formations locales

Mme Marie-Dominique LAMBERT, déléguée du Défenseur des droits



53 – MAYENNE



2 187

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
22 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
JL BERNARD	BAIS
PIERRE ET MARIE CURIE	CHATEAU-GONTIER
ALAIN GERBAULT	LAVAL
ROCHEFEUILLE	MAYENNE
LES GARETTES	VILLAINES-LA-JUHEL
5 COLLÈGES	5 VILLES
594 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA
59 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	VILLE
CFA URMA - SITE VOLNEY	LAVAL
BURON/ REAUMUR	LAVAL
DOUANIER ROUSSEAU	LAVAL
DON BOSCO	MAYENNE
LEONARD DE VINCI	MAYENNE
ROCHEFEUILLE	MAYENNE
6 ÉTABLISSEMENTS	2 VILLES
1 593 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
5 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
PJJ	LAVAL
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
83 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
FOURCHES	LAVAL
BOURNY	LAVAL
ST NICOLAS	LAVAL
LES POMMERAIES	LAVAL
AVESNIERES	LAVAL
GRENOUX	LAVAL
6 STRUCTURES	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
113 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
INTERVENTION CPJEPS	LAVAL
FCC VOLONTAIRES UNIS-CITE	LAVAL
SOIREES INTERNAT SUR LA THEMATIQUE DU GENRE	LAVAL
INTERVENTION CLASSE MAST GASTON LENARD	LAVAL
INTERVIEW « L'AUTRE RADIO »	LAVAL
INTERVIEW « FRANCE BLEU MAYENNE »	LAVAL
FCC VOLONTAIRES UNIS-CITE	LA FLECHE
AMAV	MAYENNE ET LAVAL
8 ÉVÈNEMENTS	3 VILLES

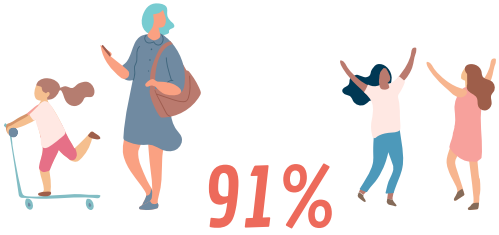




AU TOTAL,

2 388

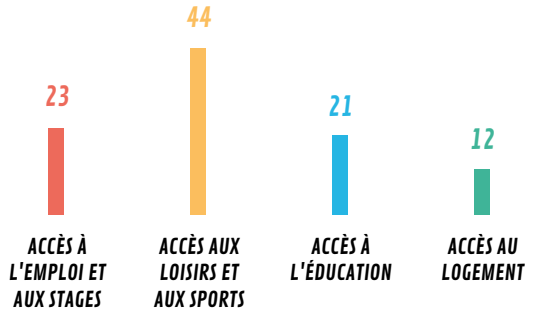
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 18 ÉTABLISSEMENTS ET 8 ÉVÈNEMENTS



91%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

Mme Christiane LENFANT, déléguée du Défenseur des droits en Mayenne

Association Unis-Cité

Mme Sandra CHEVALIER, responsable d'antenne Laval

Mme Bénédicte MOREAU, coordinatrice d'équipe et de projet antenne de Laval

Éducation nationale

Mme Laurence BRAUD, chef de division des actions partenariales de l'information et de la communication, Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Mayenne

Mme Marion CAILLEAU, responsable des services civiques, Secrétariat de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de Mayenne

M. Hugues Le GUEVEL, conseiller technique relation école-entreprises de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de Mayenne

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Mme Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances » de l'enseignement agricole public

67 – COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE



2 106

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
78 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
TORENBERG-HEILIGENSTEIN	BARR
BRUMATH	BRUMATH
ROMAIN ROLLAND	ERSTEIN
SIMONE VEIL	HERRLISHEIM
GEORGES HOLDERITH	LAUTERBOURG
GALILEE	LINGOLSHEIM
REMBRANDT BUGATTI	MOLSHEIM
LOUIS ARBOGAST	MUTZIG
LES DEUX RIVES	RHINAU
JEAN MENTEL	SELESTAT
FRANÇOIS TRUFFAUT	STRASBOURG
SAINTE ANNE	STRASBOURG
INTERNATIONAL D'ESPLANADE	STRASBOURG
GENERAL MAC MAHON	WOERTH
14 COLLÈGES	12 VILLES
2 106 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
100 JEUNES SENSIBILISÉS

FOYER OBERLIN	LA BROQUE
ARAHM	STRASBOURG
INSTITUTION ST JOSEPH	STRASBOURG
3 STRUCTURES	2 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
35 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ASSOCIATION FAMILLES LAÏQUES 67	CRONENBOURG
CARDEK KRUTENAU	STRASBOURG
2 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
90 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
CONSEIL DE VIE LYCEEN	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
EREA CAP	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
JOURNEE DU RECENSEMENT MJC	SCHILTIGHEIM
SERVICE CIVIQUE	STRASBOURG
4 ÉVÈNEMENTS	3 VILLES

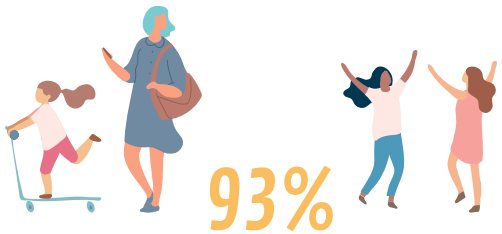




AU TOTAL,

2 331

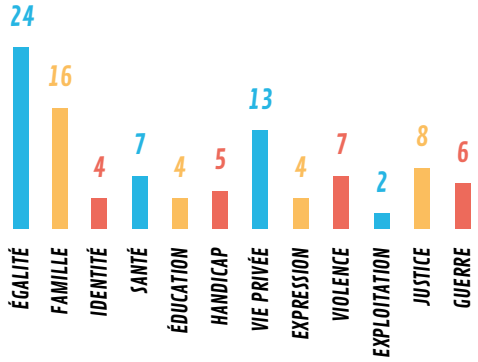
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 19 ÉTABLISSEMENTS ET 4 ÉVÈNEMENTS



93%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Robert BLANC, délégué du Défenseur des droits et tuteur des JADE

Mme Elise GESLOT, cheffe de pôle régional Grand Est

Collectivité européenne d'Alsace

Mme Sandy DEBARBAT, coordinatrice Service Civique Communauté européenne d'Alsace ;

Mme Sarah GRAVELEAU, directrice prévention direction de l'enfance et de la famille de la Communauté européenne d'Alsace ;

Mme Emmanuelle KONE, chargée de mission prévention direction de l'enfance et de la famille de la Communauté européenne d'Alsace

Éducation nationale

Mme Laure BRONCHARD, conseillère technique assistante sociale scolaire DSDEN 67

Mme Jeannine EL ALLALI, conseillère technique de Madame la Rectrice, responsable du service social des personnels

Formations locales

M. ANGLARET, professeur d'Histoire-géographie

Mme Laure BRONCHARD, coordination Enfance en Danger de la DSDEN 67

Mme FLEUREAU, responsable départementale harcèlement

Mme KUHN, adjudant chef commandant de la Maison de Protection des Familles

Mme Elisabeth PREVOST, référente citoyenneté laïcité, Protection Judiciaire de la Jeunesse

M. Alain SCHEIDECKER, directeur de la SEGPA du collège SOLIGNAC

Association Thémis

69 – MÉTROPOLE DE LYON



1 971



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DE LA MÉTROPOLE

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
72 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
PABLO PICASSO	BRON
CLEMENT MAROT	LYON
LACASSAGNE	LYON
AMPERE	LYON
PROFESSEUR DARGENT	LYON
JEAN MONNET	LYON
VICTOR GRIGNARD	LYON
LA XAVIERE	LYON
JEAN JAURES	LYON
PIERRE BROSSOLETTE	OULLINS
AIME CESAIRE	VAULX-EN-VELIN
MONTESSORI	VILLEURBANNE
12 COLLÈGES	5 VILLES
1 944 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
1 CLASSE VISITÉE

LYCÉE	VILLE
FRANÇOIS CEVERT	ECULLY
1 LYCÉE	1 VILLE
27 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
111 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CITE SCOLAIRE ELIE VIGNAL	CALUIRE-ET-CUIRE
FOYER LE PRADO L'AUTRE CHANCE	FONTAINE-SAINT-MARTIN
INSTITUT SAINT VINCENT DE PAUL	LYON
ÉTABLISSEMENT PENITENTIAIRE POUR MINEURS	MEYZIEU
CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE	VILLEURBANNE
CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE	VENISSIEUX
6 STRUCTURES	6 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
60 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CENTRE AERE DE BRON	BRON
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
4 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
FORMATION UNIS-CITE	LYON
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE



AU TOTAL,

2 146



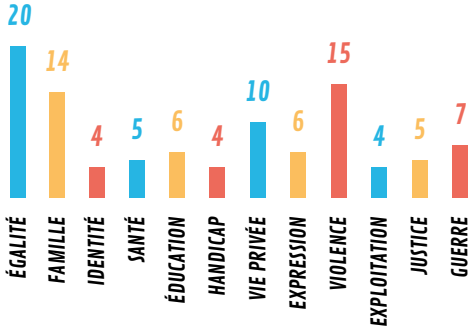
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 19 ÉTABLISSEMENTS ET 1 ÉVÈNEMENT



90%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Charlotte DELUCE, chef de pôle Région Auvergne Rhône Alpes

Mme Isabelle GUÉRIN, déléguée du Défenseur des droits

Association Unis-Cité

M. Camille ANGLESIO, coordinateur d'équipes et de projets

Mme Marion THIOVOLET, responsable d'antenne d'Unis-Cité Lyon

Métropole de Lyon

Mme Annie CHAVONNAND, directrice du service de prévention et protection de l'enfance

Mme Morena IANNARIELLO, Conseillère en prévention du décrochage scolaire- Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté

Mme Maud SGORBINI, chargée de mission service de la prévention et protection de l'enfance, questions relatives à la prévention du décrochage scolaire

Éducation nationale

Mme Catherine BARRUEL-KHODJA, inspectrice académique, inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-géographie

Mme Agnès DAUCE, conseillère technique départementale, services sociaux en faveur des élèves

Formations locales

Mme Nadia MARTIN, académie de Lyon

M. Simon CHATRE, conseiller technique Prévention

Mme Hassina BIANCHI, conseillère technique informations préoccupantes, direction prévention et protection de l'enfance à la Métropole de Lyon

Mme Marie CROZAT, chargée de mission direction prévention et protection de l'enfance à la Métropole de Lyon

Mme Delphine DI SILVESTRO, chargée de mission MNA et politiques publiques

M.GRAPELOUP, adjudant Maréchal des logis Chef, gendarmerie nationale

Mme Marie-Laurence BERCHE, gendarme MCPF de Lyon

69 – RHÔNE



1 998

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
74 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
SAINT VIATEUR	AMPLEPUIS
VAL D'ARDIERES	BEAUJEU
EMILE ZOLA	BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS
GEORGE CHARPAK	BRINDAS
NOTRE DAME	CLAVEISOLLES
HECTOR BERLIOZ	COMMUNAY
SAINTE MARIE	COURS-LA-VILLE
HAUTE AZERGUES	LAMURE-SUR-AZERGUES
JACQUES CŒUR	LENTILLY
MONT SAINT RIGAUD	MONSOLS
VAL D'ARGENT	SAINTE FOY L'ARGENTIERE
SAINT LAURENT	SAINT LAURENT DE CHAMOUSSET
NOTRE DAME DE BEL AIR	TARARE
SAINTE THERESE	THIZY LES BOURGS
SAINT SEBASTIEN	VAUGNERAY
LOUIS QUERBES	VOURLES
16 COLLÈGES	16 VILLES
1 998 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
78 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
DITEP CLAIRE JOIE	L'ARSBRESLE
MECS TOURNESOL	GLEIZE
CENTRE ALPHA	SAINT-CLEMENT-LES-PLACES
INTERNAT SOCIAL MAUCHAMPS	VERNAY
ADPEP*	VERNAY
5 STRUCTURES	4 VILLES

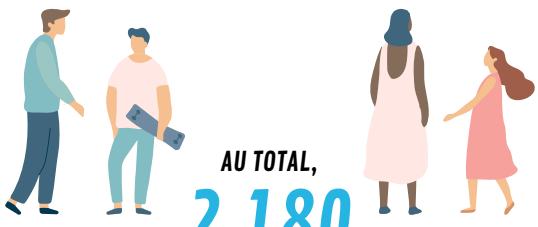
* Association departemental des pupilles l'enseignement publique

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
104 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CENTRE SOCIAL	BELLEVILE-EN-BEAUJOLAIS
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC

ÉVÈNEMENT	STRUCTURE
CHARTE DES DROITS DES ENFANTS PROTEGES	RHONE
FORMATION CIVIQUE	RHONE
2 ÉVÈNEMENTS	1 STRUCTURE



AU TOTAL,

2 180

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 22 ÉTABLISSEMENTS ET 2 ÉVÈNEMENTS

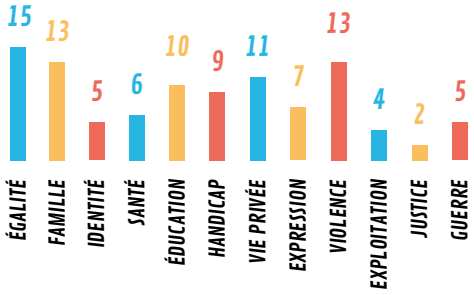


90%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

Mme Charlotte DELUCE, cheffe de pôle Auvergne-Rhône -Alpes du Défenseur des droits

Mme Ayat DAOUZLI, déléguée tutrice des JADE du Rhône

Département du Rhône

Mme Isabelle SAINT-GÉRAND, cheffe de bureau des droits de l'enfant et enfance en danger

Association Concordia

Mme Géraldine ALFRED, déléguée régionale de la région Rhône-Alpes

Mme Ioanna ANTONIADOU, chargée de développement Concordia

Éducation nationale

Mme Agnès DAUCE, conseillère technique départementale DSDEN du Rhône, service social en faveur des élèves

Mme Martine GIROUD-SAVOIE, conseillère technique, adjointe à la responsable départementale

Formations locales

Mme Catherine BARRUEL-KHODJA, inspectrice académique, inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-géographie

Mme Marie-Laurence BERCHE, gendarme MCPF de Lyon

M. Emmanuel GIRARD, directeur adjoint en SEGPA

M. GRAPELOUP, adjudant Maréchal des logis Chef, gendarmerie nationale

M. Anthony IRRAILLES, chargé de mission Pôle allophone

Mme Nadia MARTIN, académie de Lyon

Mme MATRAY, centre de planification familiale de Villefranche-sur-Saône

Mme Isabelle PORTIERE, Conseillère pédagogique ASH4

Mme Sonia ROUGERIE, coordinatrice de la Maison des Ados

76 – SEINE-MARITIME



1 782

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
66 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
HENRI DUNANT	AUMALE
MASSEOT ABAQUESNE	BOOS
JEAN CHARTIER	DARNETAL
ROLLON	GOURNAY-EN-BRAY
JEAN RENOIR	GRAND-COURONNE
JEAN MONNET	GRUCHET-LE-VALASSE
PABLO PICASSO	HARFLEUR
JEAN ZAY	LE HOULME
ALBERT SCHWEITZER	NEUFCHATEL-EN-BRAY
BARBEY D'AUREVILLY	ROUEN
CAMILLE SAINT SAENS	ROUEN
HENRI DE NAVARRE	YERVILLE
12 COLLÈGES	11 VILLES
1782 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
40 JEUNES SENSIBILISÉS

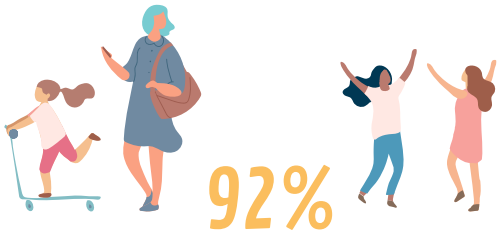
STRUCTURE	VILLE
IME	ARQUES-LA-BATAILLE
IME	BOLBEC
IME	MONT-CAUVAIRE
IME	MONTROTY
4 STRUCTURES	4 VILLES



AU TOTAL,

1 822

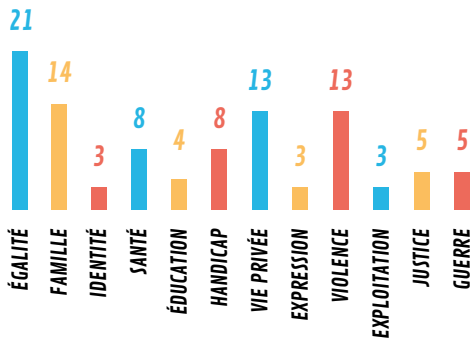
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 16 ÉTABLISSEMENTS



92%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^me^ Andrée DEBRU, déléguée tutrice en Seine-Maritime

M^me^ Fawouza MOINDJIE, Cheffe de pôle régional pour le Défenseur des droits

association Unis-Cité

M^me^ Gwenaëlle BEAUVAIS, directrice régionale Unis Cité Normandie

M. Nassim DJOUBRI, coordinateur d'équipes et de projet Unis-Cité Rouen

M. Frédéric MORLOT, responsable d'antenne Unis-Cité Rouen

Association Unis-Cité

M^me^ Gwenaëlle BEAUVAIS, directrice régionale Unis Cité Normandie

M. Nassim DJOUBRI, coordinateur d'équipes et de projet Unis-Cité Rouen

M. Frédéric MORLOT, responsable d'antenne Unis-Cité Rouen

Conseil départemental de Seine-Maritime

M. Nicolas BERTRAND, vice-président à l'Éducation et la Jeunesse

M^me^ Florence CATELAIN, chargée de mission au service jeunesse dispositif Mobil'Info 76

M. Stevens LEMOINE, directeur jeunesse et sport

M^me^ Karine OLIVIER, chargée de mission au service jeunesse dispositif service civique

Éducation nationale

M^me^ Armelle PIZIGO, responsable du service social scolaire

M^me^ Catherine VAUTIER, conseillère pédagogique réussite éducative



75 – PARIS



1 755

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
2 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	ARRONDISSEMENT
ECOLE ELEMENTAIRE MATHIS	PARIS 19
1 ÉCOLE	1 VILLE
54 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
41 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	ARRONDISSEMENT
MONTIGOLFIER	PARIS 03
JULES ROMAINS	PARIS 07
PAUL CLAUDEL D'HULST	PARIS 07
CHAPTAL	PARIS 08
JACQUES DECOUR	PARIS 09
VOLTAIRE	PARIS 11
EVARISTE GALOIS	PARIS 13
FRANÇOIS VILLON	PARIS 14
COLETTE BESSON	PARIS 20
9 COLLÈGES	1 VILLE
1 107 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA
22 CLASSES VISITÉES

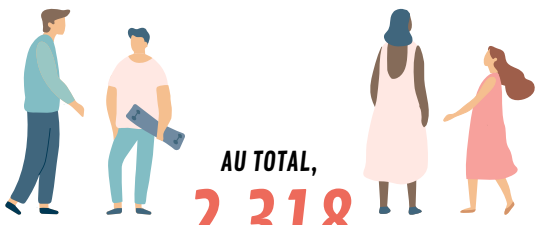
ÉTABLISSEMENT	ARRONDISSEMENT
JACQUES DECOUR	PARIS 09
FRANÇOIS VILLON	PARIS 14
MARIA DERAISMES	PARIS 17
CFA CEPROC	PARIS 19
4 ÉTABLISSEMENTS	1 VILLE
594 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
95 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	ARRONDISSEMENT
ASSOCIATION ESPEREM	PARIS 06
HOPITAL DE LA SALPETRIERE	PARIS 13
STEMO FRIANT	PARIS 14
3 STRUCTURES	1 VILLE

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
100 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	ARRONDISSEMENT
132 AUBERVILLIERS	PARIS 19
ACCUEIL ADOS – COLLEGE SUZANNE LACORE	PARIS 19
2 STRUCTURES	1 VILLE

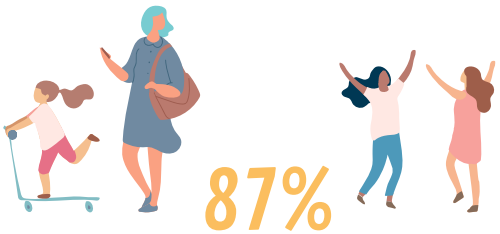


AU TOTAL,
2 318

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 19 ÉTABLISSEMENTS ET 13 ÉVÈNEMENTS

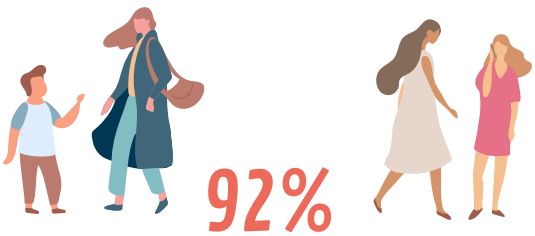
LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
368 ENFANTS SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
LYCEE FRANÇAIS- BUENOS AIRES	BUENOS AIRES (VISIOCONF.)
MAISON DE SAGESSE	ETAMPES (VISIOCONF.)
PARLONS JEUNES	PARIS 07
CEREP	PARIS 10
LES ENFANTS DU CANAL	PARIS 14
RADIO DE L'HOPITAL NECKER	PARIS 15
COLLEGE MOZART	PARIS 19
ASSOCIATION CAFEZOIDE	PARIS 19
FESTIVAL DES DROITS HUMAINS	PARIS 19
CONSULTATION - CD66	PERPIGNAN (VISIOCONF.)
CROIX ROUGE	NEVERS (VISIOCONF.)
ARMEE DU SALUT	SAINT-MALO (VISIOCONF.)
ASE 31	TOULOUSE (VISIOCONF.)
13 ÉVÈNEMENTS	7 VILLES



87%

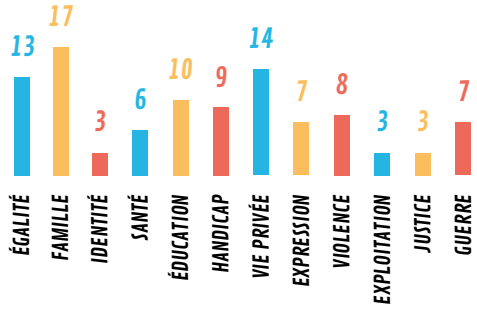
DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"



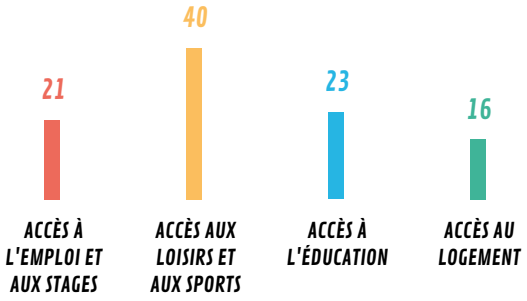
92%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

77- SEINE-ET-MARNE



1 890



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
8 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
ECOLE ELEMENTAIRE JOLIOT CURIE	MITRY-MORY
1 ÉCOLE	1 VILLE
216 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
56 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
LA VALLEE	AVON
LES BLES D'OR	BAILLY-ROMAINVILLE
GEORGES SAND	CREGY LES MEAUX
VAN GOGH	EMERAINVILLE
PIERRE MONTEREAU	MONTEREAU-FAULT-YONNE
LELORGNE DE SAVIGNY	PROVINS
LOUIS ARMAND	SAVIGNY-LE-TEMPLE
7 COLLÈGES	7 VILLES
1 512 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
6 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
JEHAN	CHELLES
GALILEE	COMBS-LA-VILLE
2 LYCÉES	2 VILLES
162 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
23 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
IME LA SITTELLE	FONTAINEBLEAU
UEAJ	MELUN
ESPOIR CFDJ	TOURNAN
3 STRUCTURES	3 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
36 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
PRE	NEMOURS
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE



AU TOTAL,

1 949

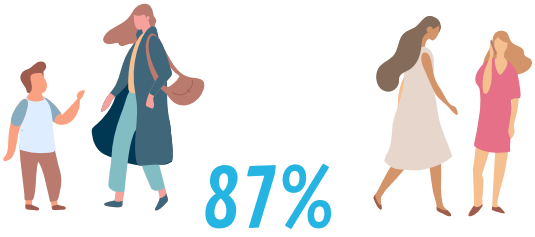


ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 13 ÉTABLISSEMENTS ET 1 ÉVÈNEMENT



90%

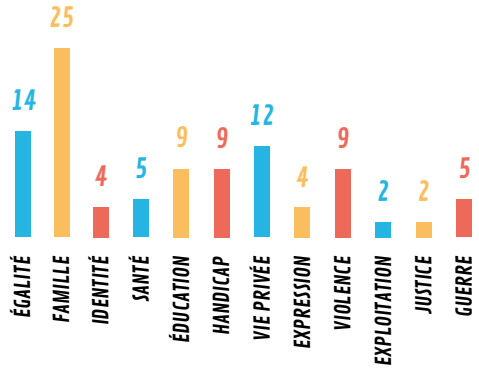
DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"



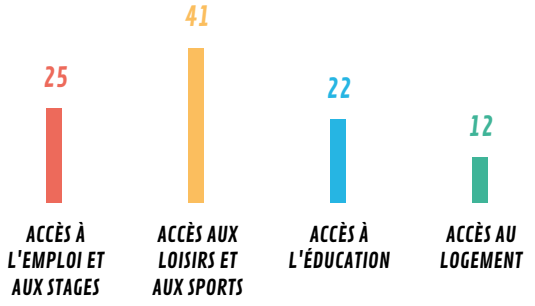
87%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

78 - YVELINES



1 593

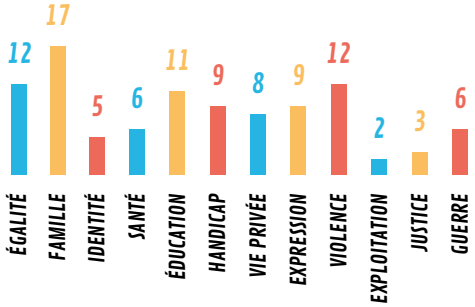


ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

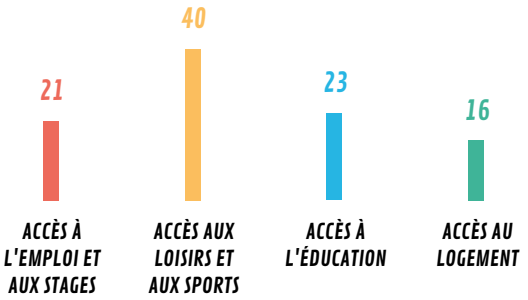
LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
53 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
ANDRE DERAIN	CHAMBOURCY
AUGUSTE RENOIR	CHATOU
JACQUES CARTIER	ISSOU
LOUIS PASTEUR	LA CELLE ST CLOUD
LES GRANDS CHAMPS	POISSY
LE RACINAY	RAMBOUILLET
JEAN RACINE	ST CYR L'ECOLE
YOURI GAGARINE	TRAPPES
PIERRE DE NOLHAC	VERSAILLES
9 COLLÈGES	9 VILLES
1 431 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





AU TOTAL,

1 593

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 9 ÉTABLISSEMENTS



87% DES ÉLÈVES ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"

92% DES ÉLÈVES ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

91 – ESSONNE



1 323



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
49 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
LOUISE MICHEL	CORBEIL ESSONNES
LES GOUSSONS	GIF-SUR-YVETTE
PARC DE VILLEROY	MENNECY
PONT DE BOIS	SAINT CHERON
LA TUILERIE	SAINT GERMAIN LES CORBEILS
5 COLLÈGES	5 VILLES
1323 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
10 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
STAGE CITOYENNETE PJJ	SAVIGNY SUR ORGE
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
208 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
ATELIERS ETHIQUES -AREJ	ETAMPES
TRIBUNAL D'EVRY	EVRY
SEMAINE - DROITS DES ENFANTS	FORGES-LES-BAINS
3 ÉVÈNEMENTS	3 VILLES



AU TOTAL,

1 541

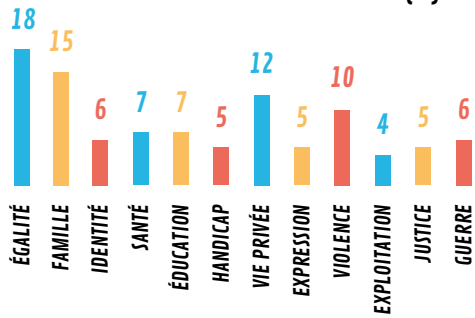


ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 6 ÉTABLISSEMENTS ET 3 ÉVÈNEMENTS

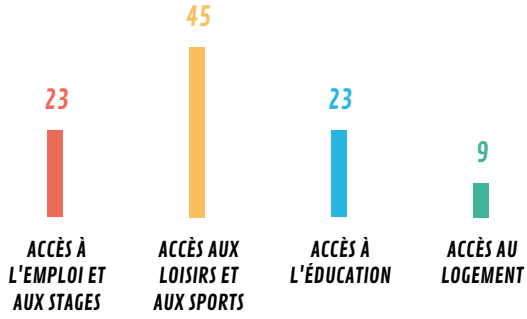
88% DES ÉLÈVES ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"

91% DES ÉLÈVES ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

92 – HAUTS-DE-SEINE



1 836

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES
6 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
DENFERT - ROCHEREAU	BOULOGNE-BILLANCOURT
ESCUDIER	BOULOGNE-BILLANCOURT
2 ÉCOLES	1 VILLE
162 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
47 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
ANNE FRANK	ANTONY
ALBERT CAMUS	BOIS COLOMBE
PAUL LANDOWSKI	BOULOGNE-BILLANCOURT
LAKANAL	COLOMBES
LA SOURCE	MEUDON
MARCEL PAGNOL	RUEIL MALMAISON
6 COLLÈGES	6 VILLES
1 296 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
14 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
ETIENNE JULES MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT
JACQUES MONOD	CLAMART
2 LYCÉES	2 VILLES
378 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
2 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
UEMO	BOURG LA REINE
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
108 ENFANTS SENSIBILISÉS

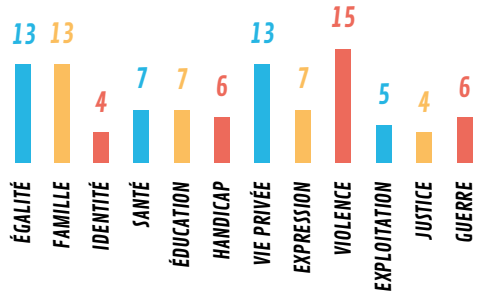
STRUCTURE	VILLE
FONTAINE	ASNIERES-SUR-SEINE
VOLTAIRE	ASNIERES-SUR-SEINE
PAUL VAILLANT COUTURIER	BAGNEUX
JULES FERRY	ISSY-LES-MOULINEAUX
3 STRUCTURES	3 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
120 ENFANTS SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
FORUM DE LA DIFFERENCE	ISSY LES MOULINEAUX
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



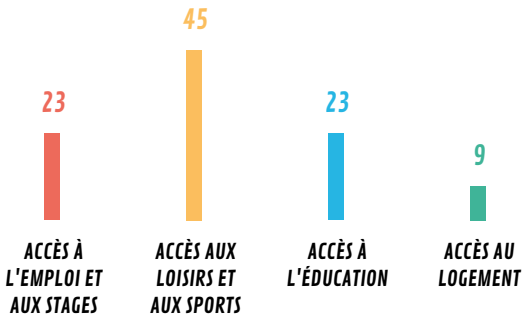


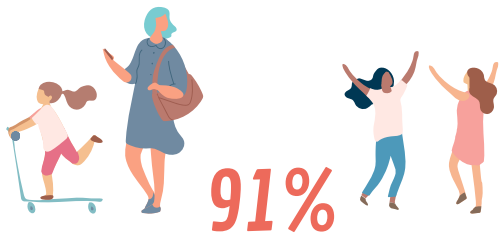
AU TOTAL,

2 066

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 15 ÉTABLISSEMENTS ET 1 ÉVÈNEMENT

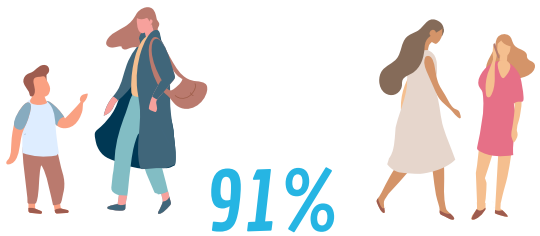
THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





91%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"



91%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

93 – SEINE-SAINT-DENIS



2 727

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
86 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
AUGUSTE DELAUNE	BOBIGNY
JEAN-PIERRE TIMBAUD	BOBIGNY
JEAN RENOIR	BONDY
ROBESPIERRE	EPINAY SUR SEINE
COLONEL FABIEN	MONTREUIL
ALBERT CAMUS	NEUILLY-SUR-MARNE
RENE CASSIN	NOISY LE SEC
IRENE ET FREDERIC JOLIOT CURIE	PANTIN
ELSA TRIOLET	SAINT-DENIS
GEORGES BRASSENS	SEVRAN
10 COLLÈGES	9 VILLES
2 322 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
15 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
MARCELIN BERTHELOT	PANTIN
SAINTE-MARIE	STAINS
2 LYCÉES	2 VILLES
405 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
101 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
EGALITE TEAME 93 MNA	AUBERVILLIERS
HOPITAL JEAN VERDIER	BONDY
HOPITAL ROBERT BALLANGER	AULNAY SOUS BOIS
EN TEMPS	MONTREUIL
UEAJ	PANTIN
IME LES 10 000 ROSIERS	ROSNY
MECS LA CARAVANE	VILLEMOMBLE
7 STRUCTURES	7 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
30 ENFANTS SENSIBILISÉS

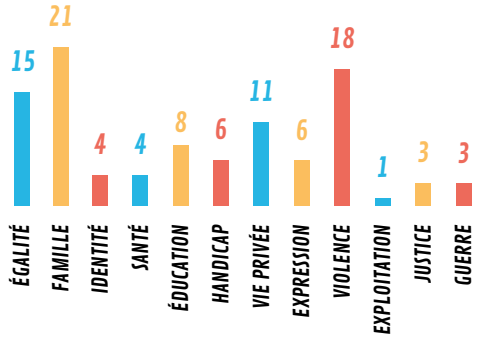
STRUCTURE	VILLE
FONTAINE	VILLEPINTE
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
33 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
EGALITE TEAME 93	AUBERVILLIERS
MAISON POUR TOUS BERTY ALBRECHT	AUBERVILLIERS
MAISON POUR TOUS ROSER	AUBERVILLIERS
3 ÉVÈNEMENTS	1 VILLE



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



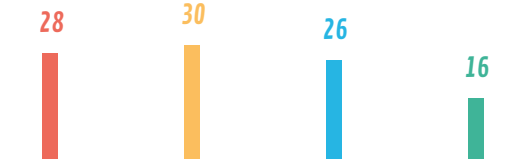


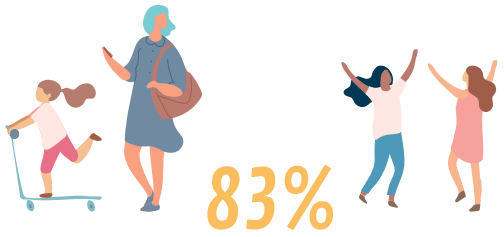
AU TOTAL,

2 891

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 23 ÉTABLISSEMENTS

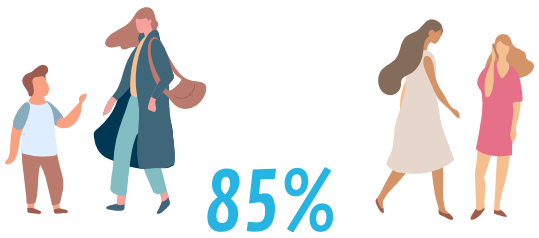
THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)





83%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"



85%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

94 – VAL-DE-MARNE



2 565



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
58 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	ARRONDISSEMENT
PAUL VAILLANT COUTURIER	CHAMPIGNY SUR MARNE
NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT
EMILE ZOLA	CHOISY-LE-ROI
PASTEUR	CRETEIL
POLITZER	IVRY
JEAN MACE	FONTENAY
ALBERT CRON	KREMLIN BICETRE
JEAN PERRIN	KREMLIN BICETRE
JEAN LURÇAT	VILLEJUIF
9 COLLÈGES	8 VILLES
1 566 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
40 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
ROBERT KELLER	CACHAN
ROMAIN ROLLAND	IVRY SUR SEINE
CHRISTOPHE COLOMB	SUCY EN BRIE
3 LYCÉES	3 VILLES
999 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
45 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CENTRE ENFANTS DU MONDE	KREMLIN BICETRE
CATTP LA CLAIRIERE	SAINT-MAURICE
STAGE CITOYENNETE MJD	CHAMPIGNY
3 STRUCTURES	3 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIR
29 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
PAUL BERT	SAINT MANDE
GEORGE SAND	VILLEJUIF
2 STRUCTURES	2 VILLES



AU TOTAL,

2 639



ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DANS 17 ÉTABLISSEMENTS



89%

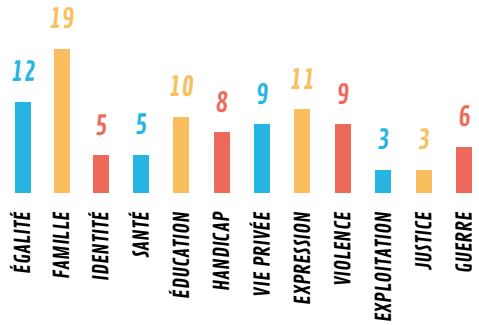


DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"

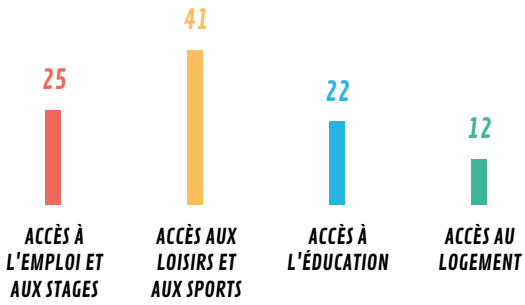
87%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"

THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO



95 – VAL- D'OISE



1 134

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LES ÉTABISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLLÈGES
38 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
IRENE ET FREDERIC JOLIOT CURIE	ARGENTEUIL
CLAUDE MONET	ARGENTEUIL
SADI CARNOT	ARGENTEUIL
LES EXPLORATEURS	CERGY
FRANÇOIS TRUFFAUT	GONESSE
ROBESPIERRE	GOUSAINVILLE
PIERRE DE RONSARD	MONTMORENCY
7 COLLÈGES	5 VILLES
1 026 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
4 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
FERNAND LEGER	ARGENTEUIL
1 LYCÉE	1 VILLE
108 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
23 JEUNES SENSIBILISÉS

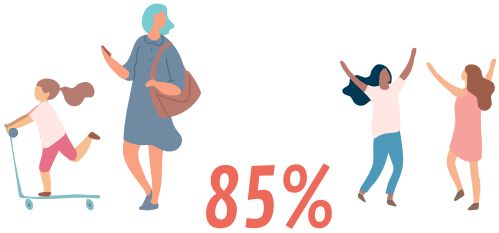
STRUCTURE	VILLE
ITEP RENE LABORIE	MONTLIGNON
CAE	VILLIERS-LE-BEL
2 STRUCTURES	2 VILLES



AU TOTAL,

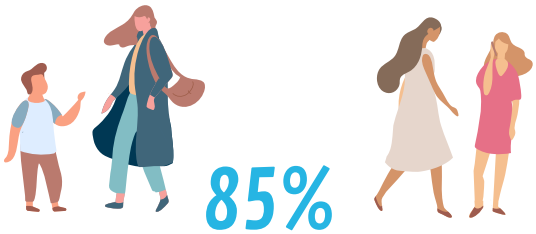
1 157

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS 10 ÉTABLISSEMENTS



85%

DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ENFANT"

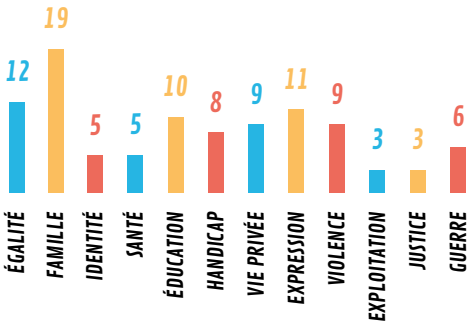


85%

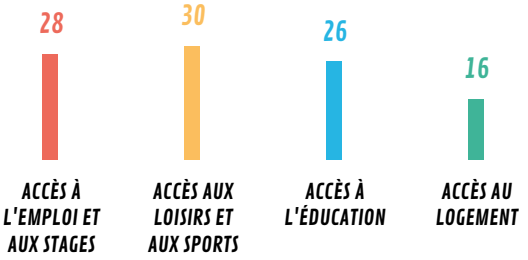
DES ÉLÈVES RENCONTRÉS ONT APPRÉCIÉ
LES INTERVENTIONS DES JADE "ÉGALITÉ"



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



THÈMES CHOISIS EN 2E INTERVENTION (%)



PARTENAIRES

Formations locales

Mme Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Tony CANGAN, directeur SEGPA collège Pablo Picasso Montfermeil

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

Mme Cihan KAYGISIZ, chargée de mission lutte contre les discriminations de la ville d'Aubervilliers

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

Mme Laurie POTIER, chargée d'études pour le bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations pour la DGESCO

Jade

JEUNES AMBASSADEURS DES DROITS

Défenseur des droits

TSA 90716 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 09 69 39 00 00

defenseurdesdroits.fr

Toutes nos actualités :

defenseurdesdroits.fr

Défenseurdesdroits

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

© 06-2021 | Défenseur des droits